



Etude réalisée dans le cadre
de la mission économique
conjointe présidée par
S.A.R la Princesse Astrid
du 20 au 27 octobre 2013

AFRIQUE DU SUD



agence pour le
commerce extérieur

PRÉFACE

De ses métropoles à l'américaine à ses ports coloniaux en passant par ses immenses parcs nationaux attirant de plus en plus de touristes, l'Afrique du Sud abonde d'opportunités économiques les plus variées. La justification de son surnom de «Nation arc-en-ciel» dépasse le contexte de la population et démontre sa diversité.

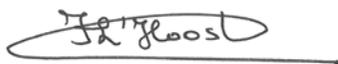
L'Afrique du Sud est dotée de richesses naturelles considérables, sur base desquelles elle a forgé son économie, comme en témoignent ses exploitations agricoles modernes et son activité minière intensive. Le pays offre également une panoplie de services, notamment financiers. L'amélioration continue de ses infrastructures en matière de transport, d'énergie et de communication est l'une des priorités du gouvernement actuel, en réponse aux besoins grandissants de modernisation et de la place prépondérante que le pays occupe sur la scène commerciale internationale.

L'Afrique dans son ensemble émerge de la crise avec énergie, comme en témoignent un taux de croissance moyen de 6% et un recul manifeste de la pauvreté. L'Afrique du Sud, sa première économie, constitue une porte d'entrée vers le reste du continent. «Aucun de nous, en agissant seul, ne peut atteindre le succès», a dit Nelson Mandela, figure emblématique du pays qui a jeté les bases d'une Afrique du Sud nouvelle, démocratique et solidaire.

Après des années d'isolement et de sanctions économiques, l'Afrique du Sud post-apartheid s'est tournée vers l'extérieur. Seul pays africain membre du G20 et dernier adhérent en date du club des grands pays émergents BRICS, elle s'affirme aujourd'hui comme le porte-parole du continent. Dans une situation politique et économique maîtrisée, ces titres ont contribué à la redéfinition de son commerce international.

C'est dans ce contexte que l'Agence pour le Commerce extérieur, en collaboration avec ses partenaires régionaux l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export, et Flanders Investment and Trade, organise cette mission princière qui sera, nous en sommes convaincus, l'occasion pour nos entreprises de faire preuve de leur savoir-faire et de se montrer à la hauteur du marché sud-africain.

Nous vous souhaitons une excellente lecture de cette étude, qui constitue notre première escale dans la mission qui nous emmènera en Afrique du Sud.



Fabienne L'Hoost

Directeur général adjoint



Marc Bogaerts

Directeur général



EXECUTIVE SUMMARY

Selon le critère du produit intérieur brut, l'Afrique du Sud est la nation la plus prospère du continent, représentant à elle seule 30% de la richesse subsaharienne. Attisées par des revendications salariales, les grèves sanglantes qui ont ébranlé le secteur minier au cours de l'été 2012 ont cependant touché la santé économique du pays.

La croissance est depuis plutôt modeste, affichant un taux de 2,5% en 2012 ; elle devrait rester au même niveau en 2013. L'inflation est sous contrôle, même si elle frôle ces derniers mois le haut de la fourchette 3%-6% fixée par la banque centrale. Le rand sud-africain s'est déprécié et a atteint en juin 2013 son niveau le plus bas depuis 4 ans par rapport à l'euro. La crise a également entraîné la dégradation de la dette souveraine du pays. L'emploi est aujourd'hui l'un des indicateurs économiques les plus inquiétants en Afrique du Sud, avec un taux de chômage officiel dépassant les 25%.

Les perspectives pour les années à venir sont toutefois encourageantes. Le gouvernement du Président Zuma entend faire de l'emploi, des jeunes en particulier, sa priorité et s'est engagé à créer 5 millions de nouveaux postes d'ici 2020. Par ailleurs, sa politique monétaire expansionniste est maintenue, dans l'optique d'accroître l'activité économique.

La fin de l'apartheid et l'adhésion à l'OMC ont ouvert l'Afrique du Sud au commerce international. Ses importations et ses exportations sont principalement constituées de quelques grands postes, respectivement les machines et les produits pétroliers d'une part, et les minerais et les métaux précieux d'autre part. Pays émergent membre du G20 et des BRICS, l'Afrique du Sud met à profit ces contacts privilégiés pour doper sa balance commerciale et relancer ainsi son économie. Des résultats concluants ont déjà pu être enregistrés au travers de ses échanges avec les autres pays BRICS.

Un des atouts majeurs de l'Afrique du Sud est son sous-sol regorgeant de ressources minérales variées. Les diamants, surtout, confèrent au pays une place centrale sur la scène internationale. La demande mondiale croissante augure un avenir prometteur pour les bijoux sud-africains.

Le gouvernement du président Zuma a mis en place en 2012 une politique de grands travaux et lancé un gigantesque plan d'investissement dans les infrastructures à travers tout le pays (énergie, logement, transport, eau, télécommunications...). Outre la modernisation des équipements publics, c'est la sti-

mulation de la croissance et de l'emploi qui soutient le projet.

L'Afrique du Sud génère 40% de l'énergie africaine. Ses besoins propres en électricité vont croissant et sont de plus en plus difficilement satisfaits par la capacité de production actuelle. Par ailleurs, sa forte dépendance au charbon en fait un pollueur de taille conséquente à l'échelle mondiale. Les énergies vertes peuvent incarner la solution à ces deux problèmes. Le gouvernement s'est fixé l'objectif de leur pourvoir une part de 9% dans le mix énergétique d'ici 2030. Les sources solaire et éolienne présentent des potentiels évidents, mais encore sous-exploités.

Après une première partie destinée à dresser la situation macroéconomique de l'Afrique du Sud, cette étude proposera une analyse sectorielle se concentrant sur les trois domaines précités : les diamants, les infrastructures et les énergies renouvelables. Nous enchaînerons par un échantillon de réussites récentes d'entreprises belges en Afrique du Sud pour conclure par une section listant les adresses et contacts utiles.

TABLE DES MATIÈRES

1	DONNÉES GÉNÉRALES	9
2	DONNÉES ÉCONOMIQUES	13
2.1	INDICATEURS CLÉS	14
2.1.1	PIB	14
2.1.2	Inflation et taux d'intérêt	17
2.1.3	Taux de change	20
2.1.4	Emploi	22
2.1.5	Dettes publiques	23
2.2	COMMERCE EXTÉRIEUR	24
2.3	INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	28
2.4	APPRÉCIATION DU RISQUE	30
2.4.1	Appréciation du risque selon l'Office National du Dueroire	30
2.4.2	Autres indicateurs de risque	31
3	APPROCHE SECTORIELLE	33
3.1	DIAMANTS	34
3.2	INFRASTRUCTURES	38
3.3	ÉNERGIES RENOUVELABLES	41
4	RÉUSSITES RÉCENTES	44
5	ADRESSES UTILES	49
5.1	EN BELGIQUE	50
5.2	EN AFRIQUE DU SUD	51
5.3	SITES À CONSULTER	52
6	SOURCES	53



1

DONNÉES GÉNÉRALES

- ◊ La République d'Afrique du Sud est dirigée par le Président Jacob Zuma. Le pays est indépendant de son colonisateur, le Royaume-Uni, depuis 1910.
- ◊ La capitale administrative est Prétoria, la capitale législative est Le Cap et la capitale judiciaire, Bloemfontein. Johannesburg est la ville la plus peuplée et la plus riche du pays. Egalement siège de la bourse, elle est considérée comme la capitale économique.
- ◊ L'Afrique du Sud est découpée en 9 provinces, subdivisées en municipalités métropolitaines et en districts municipaux, eux-mêmes constitués de municipalités locales. L'ensemble des municipalités (locales ou métropolitaines) sont organisées en circonscriptions électorales appelées « wards ».
- ◊ Le dernier recensement date d'octobre 2011 et fait état de 51,8 millions d'habitants en Afrique du Sud, soit une hausse de 15% sur dix ans. C'est 26^e pays le plus peuplé de la planète.

On constate un léger vieillissement de la population, mais la moitié de celle-ci a moins de 25 ans. L'espérance de vie à la naissance s'élève à 57,7 ans pour les hommes et à 61,4 ans pour les femmes.

L'Afrique du Sud est qualifiée de « nation arc-en-ciel ». La population est composée de personnes noires à 79,5 %, de personnes blanches à 9%, de personnes métisses à 9% et de personnes asiatiques à 2,5%.

36,6 % des Sud-Africains sont protestants et 7,1 % sont catholiques. Les autres sont musulmans, chrétiens (autres que catholiques), adhèrent à d'autres religions ou sont agnostiques.
- ◊ La superficie de l'Afrique du Sud est de 1.219.090 km², soit environ 43 fois la Belgique. C'est le 25^e plus grand pays du monde. L'Afrique du Sud est frontalière au nord avec la Namibie, le Botswana et le Zimbabwe et, au nord-est avec le Mozambique et le Swaziland. Le Lesotho est pour sa part un état enclavé dans le territoire sud-africain. Le sud du pays est aux confins des océans atlantique et indien.
- ◊ Le pays compte 11 langues officielles : l'anglais, l'afrikaans, le ndébélé, le xhosa, le zoulou, le sotho du nord, le sotho du sud, le tswana, le siswati, le venda et le tsonga. L'anglais est la langue véhiculaire : 85 % de la population le parle ou en a des notions.
- ◊ Le climat est méditerranéen dans la région du Cap, au sud. Au sud-est, dans la région de Durban, il est subtropical humide. Sur la côte atlantique, le climat est désertique. Il est tropical sur les plateaux du nord.
- ◊ La monnaie nationale est le rand sud-africain (ZAR). En date du 6 août 2013, 1 ZAR valait 0,0766 EUR et, inversement, 1 EUR valait 13,0572 ZAR. Le prix du Big Mac, utilisé par l'hebdomadaire The Economist pour rendre compte du pouvoir d'achat des différentes devises, est en moyenne de 1,82 USD en juillet 2013, contre 4,66 USD dans la zone euro. Le pouvoir d'achat d'un dollar est donc plus élevé en Afrique du Sud.
- ◊ L'Afrique du Sud affichait un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,629 en 2012 et occupe la 121^e place sur 169 pays étudiés.





2

DONNÉES ÉCONOMIQUES

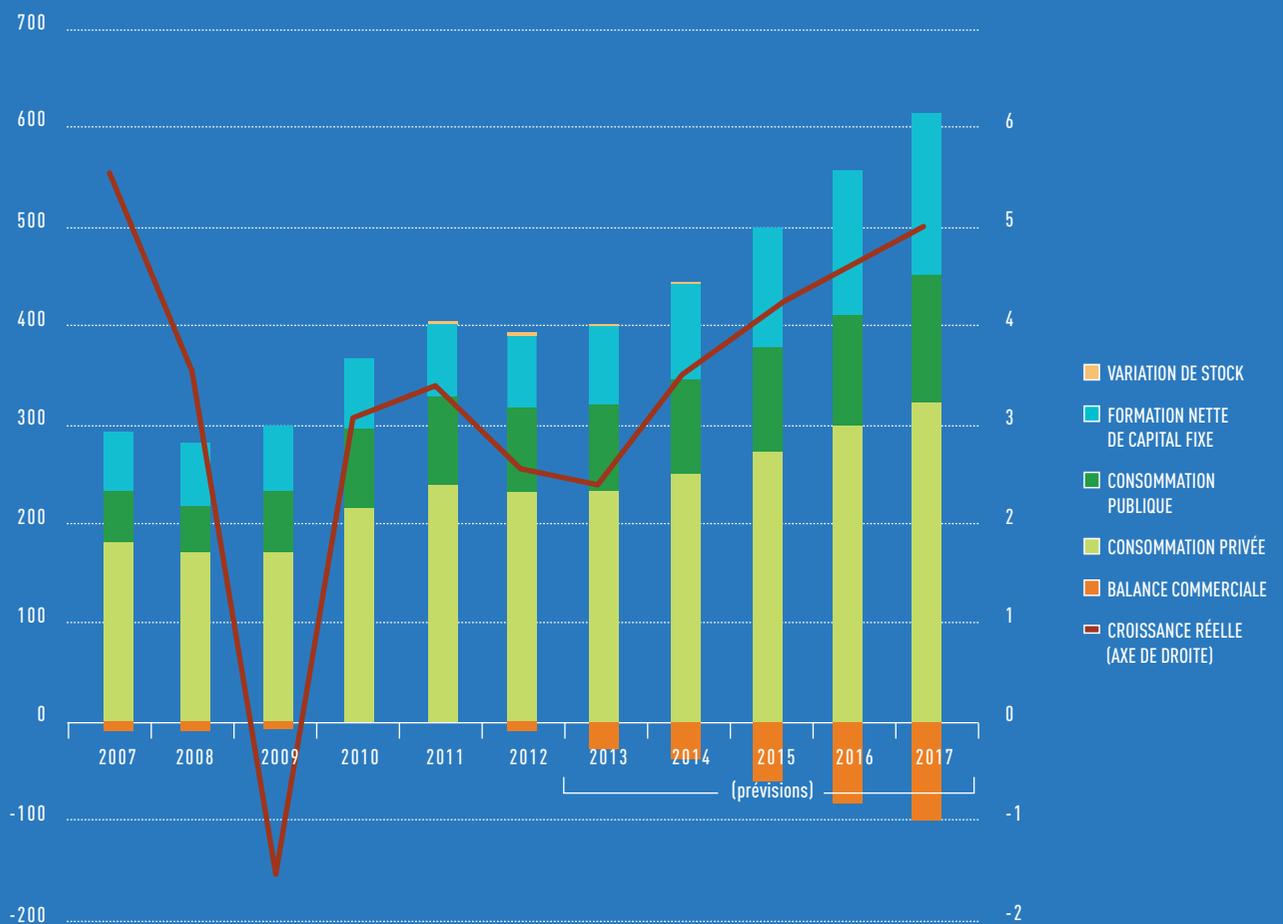
2.1 INDICATEURS CLÉS



2.1.1 PIB

Le produit intérieur brut est l'indicateur numéro un pour diagnostiquer la santé économique d'un pays.

PIB NOMINAL (EN MILLIARDS D'USD COURANTS) ET TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL (EN %)



Source : EIU (juin 2013)

En 2012, le produit intérieur brut nominal au prix du marché s'élevait à 384,6 milliards d'USD ou 7.880 USD par tête d'habitant. Le PIB global de 2013 atteindrait 371,4 milliards d'USD ou 7.640 USD par tête.

Selon ce critère, l'Afrique du Sud serait le pays le plus développé du continent. Il représente 30% de la richesse de l'Afrique subsaharienne. Ce ratio grimpe même jusqu'à 70% si l'on se restreint à l'Afrique australe.

LES PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE PRÉSENTANT LES PIB LES PLUS ÉLEVÉS (2012, PRIX COURANTS)

Rang	Pays	PIB 2012 (en milliards d'USD)	Part
1	Afrique du Sud	384,315	30,2%
2	Nigéria	268,708	21,1%
3	Angola	118,719	9,3%
4	Éthiopie	41,906	3,3%
5	Kenya	41,117	3,2%
6	Ghana	38,939	3,1%
7	Tanzanie	28,247	2,2%
8	Cameroun	25,005	2,0%
9	Côte d'Ivoire	24,627	1,9%
10	Ouganda	21,002	1,6%

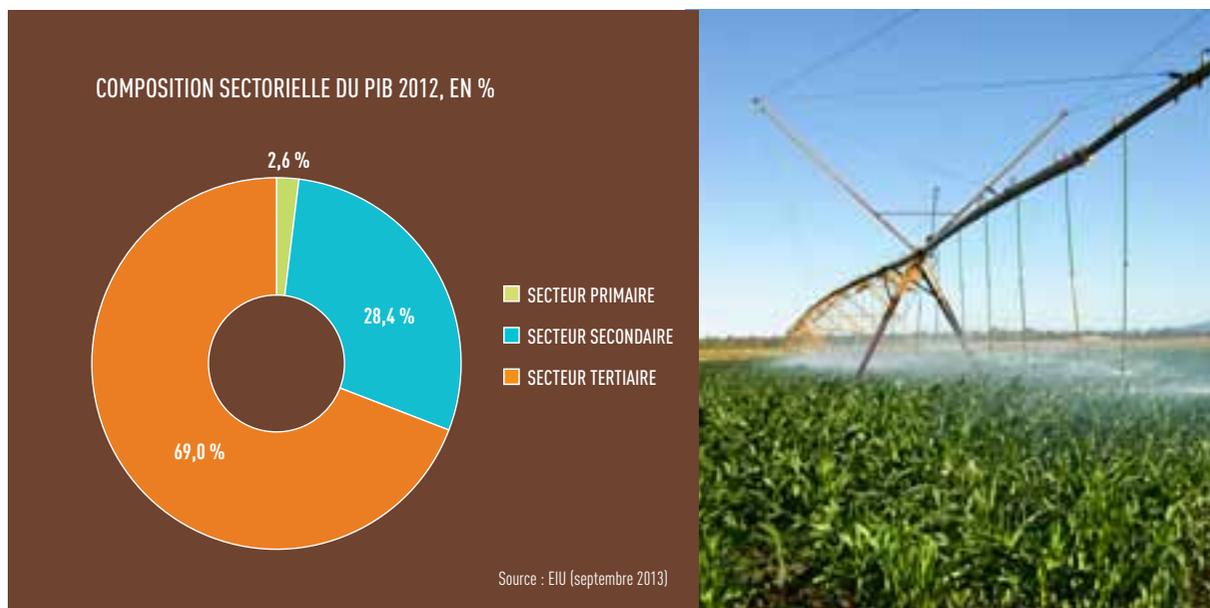
Source : FMI (2013)

La croissance sud-africaine avait fortement rebondi en 2010 et en 2011, après la crise économique mondiale, avant de chuter à 2,5% en 2012. Les économistes prévoient sur une légère reprise pour l'année 2013, mais les études les plus récentes tablent plutôt sur un nouveau recul.

Annualisée et ajustée pour la saisonnalité, la croissance réelle du premier trimestre 2013 ne s'est élevée qu'à 0,9 %, alors que le dernier trimestre 2012 affichait encore 2,1%. Les secteurs primaire et tertiaire ont augmenté de respectivement 8,1 % et 2,4%, tandis que le secteur secondaire a reculé de 6,2%. Les perspectives pour les années à venir s'avèrent toutefois plus encourageantes.

La consommation des ménages génère en moyenne 60 % du PIB sud-africain. Les dépenses publiques interviennent pour un quart et les investissements (ou « formation nette de capital fixe ») pour 20% environ.

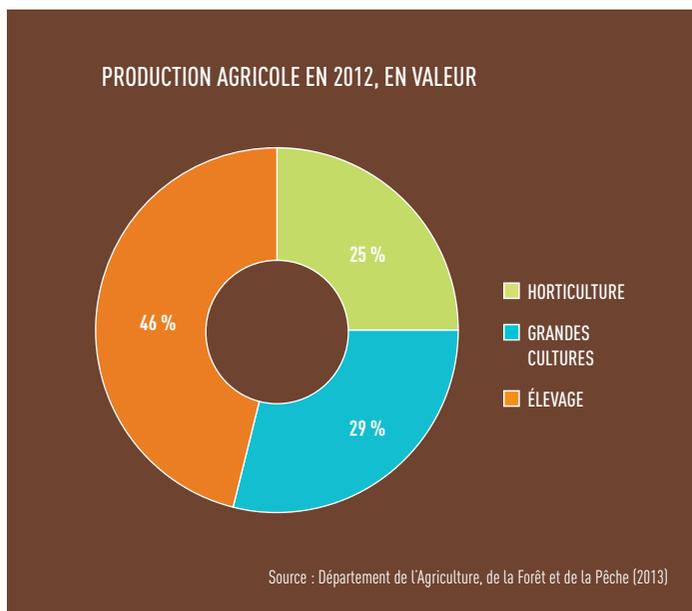
La contribution relative des différents secteurs au PIB global est stable au cours du temps, même si les prévisions indiquent que le secteur secondaire s'octroierait quelques pourcents du tertiaire dans le futur, pour grimper jusqu'à un tiers du PIB en 2017.



Secteur primaire

Il regroupe l'ensemble des activités ayant pour finalité l'exploitation de ressources naturelles, comme l'agriculture, l'élevage, la pêche et la sylviculture. Selon la classification de l'EIU (Economist Intelligence Unit), l'activité minière n'est pas comprise dans le secteur primaire, mais dans le secondaire, car elle travaille des ressources naturelles épuisables.

L'élevage contribue à près de la moitié du secteur primaire, avec notamment la volaille, la viande bovine et la production laitière. Les grandes cultures du pays sont le maïs, la canne à sucre, le soja et le tournesol. L'horticulture comprend les fruits tempérés (raisins, pommes, poires, pêches), les légumes, les agrumes, les pommes de terre et le vin.



Le secteur agricole ne représente que 2,6% du PIB et n'emploie que 5% de la population active, mais il conserve une importance stratégique en permettant la couverture des besoins alimentaires du pays. Jusqu'en 2011, il contribuait positivement à la balance commerciale, mais cette dernière a affiché pour la première fois un déficit agricole en 2012, justifié par un recours croissant aux importations d'aliments de base comme le blé, le riz ou le poulet.

Le pays exporte un tiers de sa production agricole, principalement du maïs, des agrumes et du vin, l'Afrique du Sud étant le 6^e viticulteur au monde. Même si les échanges avec le continent asiatique s'intensifient ces dernières années, l'Union européenne reste le principal partenaire commercial de l'agriculture sud-africaine, la contre-saisonnalité jouant un rôle important.

Le rendement agricole a progressé en valeur à un rythme annuel de 2,3% depuis 1975 pour atteindre l'équivalent de 13,7 milliards d'EUR en 2012. Une meilleure productivité explique cette croissance, la superficie agricole exploitable étant restée stable. Celle-ci est estimée à 100 millions d'hectares, dont seulement 13 millions d'hectares de terres arables en raison des conditions climatiques difficiles et 1,3 million d'hectares de terres irriguées.

Secteur secondaire

Par secteur secondaire, on entend toute activité dont le but est de transformer une ressource naturelle en un produit fini. Celui-ci comprend donc de nombreuses formes d'industries, mais également la construction et les mines.

Le secteur industriel emploie un quart de la population active. 75% des plus grandes sociétés industrielles du continent sont sud-africaines. Le pays possède un sous-sol extrêmement riche en ressources minérales. Or, platine, charbon, diamant et autres pierres, précieuses ou non, en font un producteur et un exportateur minier de calibre sur la scène internationale. L'Afrique du Sud est également leader mondial dans plusieurs secteurs spécialisés comme celui des matériaux roulants ferroviaires, des combustibles synthétiques et des équipements et machines pour mines.

Secteur tertiaire

Par secteur tertiaire, on entend l'activité économique constituée du commerce, de l'administration, des transports, des activités financières et immobilières, des services aux entreprises et aux particuliers, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale.

Le secteur des services est florissant. Il emploie 70% de la population active.

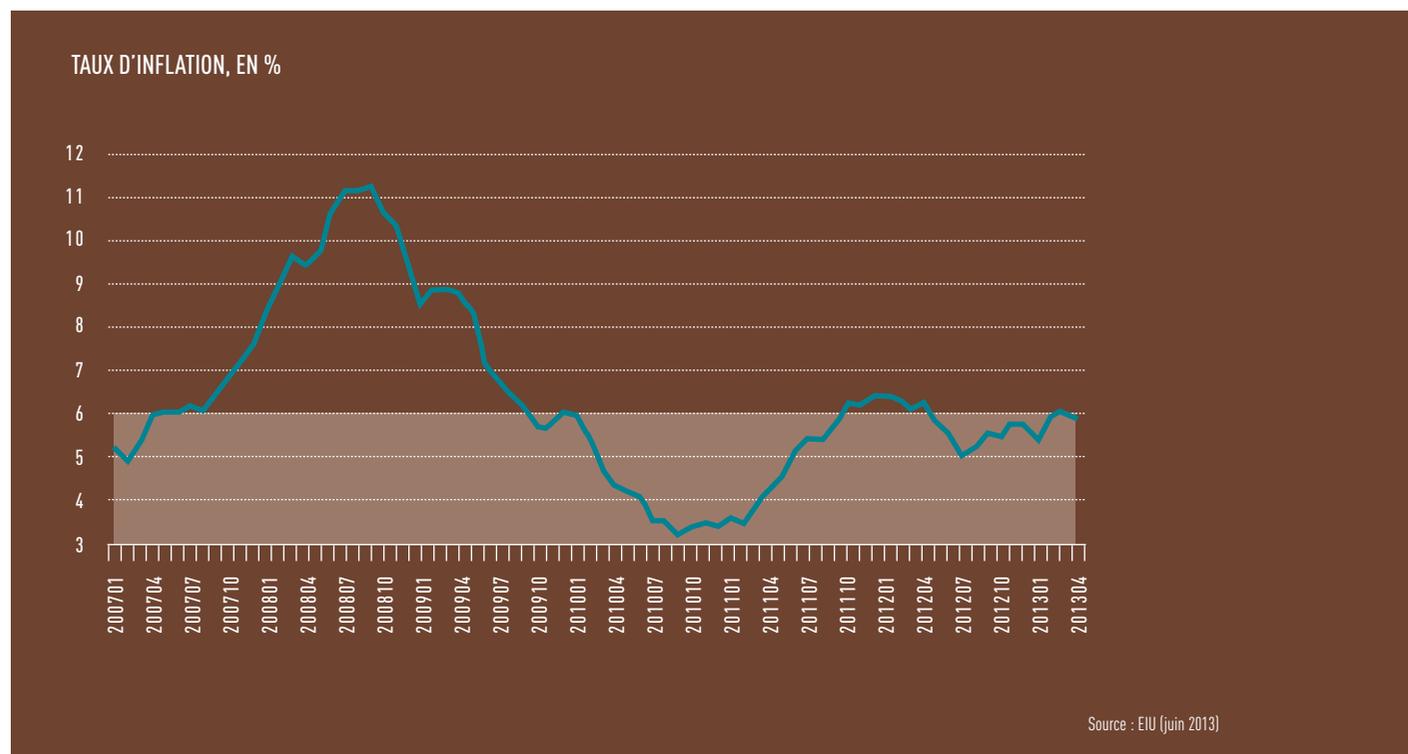
Le tourisme continue de progresser suite à l'impulsion donnée par la Coupe du Monde de football de l'été 2010. L'année 2012 a battu le record d'affluence avec 9,2 millions de touristes. La croissance s'élève à 10,2%, soit plus du double de la moyenne mondiale, annoncée à 4% par l'Organisation Mondiale du Tourisme.

L'Afrique du Sud est dotée d'une structure financière sophistiquée avec la plus grande bourse d'Afrique, le Johannesburg Stock Exchange (JSE), qui se classe parmi les vingt premières au monde en termes de capitalisation boursière.

2.1.2 Inflation et taux d'intérêt

Au vu des perspectives de croissance atones, le gouvernement et la banque centrale sud-africaine (SARB) poursuivent une politique monétaire expansionniste, afin d'accroître la masse monétaire et stimuler ainsi l'activité économique du pays à travers la

consommation, la production et l'investissement. Cette pratique se caractérise par des tensions inflationnistes couplée à une baisse des taux d'intérêt.



L'inflation se base sur l'indice des prix à la consommation, ce dernier reflétant l'évolution des prix d'un ensemble standard de marchandises et services que les ménages, sud-africains en l'occurrence, achètent pour leur consommation propre. Pour déterminer l'inflation, on considère l'augmentation de cet indice sur une période donnée par rapport à sa valeur au cours d'une période précédente. L'indice et son évolution servent de référence à la SARB pour la conduite de sa politique monétaire.

Son objectif premier consiste à atteindre et à conserver la stabilité des prix. Les autorités sud-africaines ont décidé en 2000 d'adopter une stratégie stricte de ciblage de l'inflation en fixant une fourchette de 3 à 6%. Cette initiative s'est révélée efficace dans un premier temps.

Comme d'autres banques centrales pratiquant une politique de ciblage, la SARB a toutefois été mise à rude épreuve par l'envol des prix mondiaux des produits alimentaires et de l'énergie. Malgré plusieurs relèvements consécutifs des taux d'intérêt entre 2006 et 2009, l'inflation a poursuivi son ascension, dépassant allégrement le plafond de 6% jusque début 2010, avant d'afficher des valeurs plus acceptables.

Deux ans plus tard, les hausses des prix de la nourriture, des boissons non alcoolisées et des transports principalement, ont replacé temporairement l'inflation hors de la fourchette.

Aujourd'hui, en 2013, elle flirte à nouveau avec la limite fixée par la SARB. Cette tendance est due avant tout à la flambée des tarifs de l'électricité et à la volatilité de ceux du pétrole et

des marchandises importées par le pays. Du côté des produits alimentaires, l'envol des cours internationaux des céréales est imputable aux conditions météorologiques défavorables. L'indice des prix des biens alimentaires et des boissons non alcoolisées a progressé de 6,4% entre mai 2012 et mai 2013. Le taux annuel d'inflation des ménages et des services s'élève à 3% pour la même période. Celui des transports atteint 3,7%.

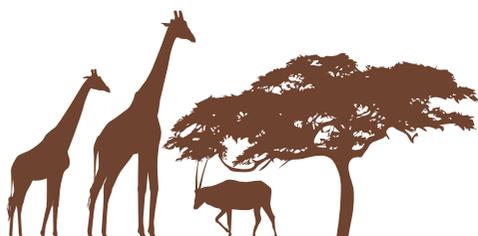
L'inflation devrait s'établir en moyenne à 5,7% en 2013 et 5,5% en 2014 selon les économistes.

Taux d'intérêt

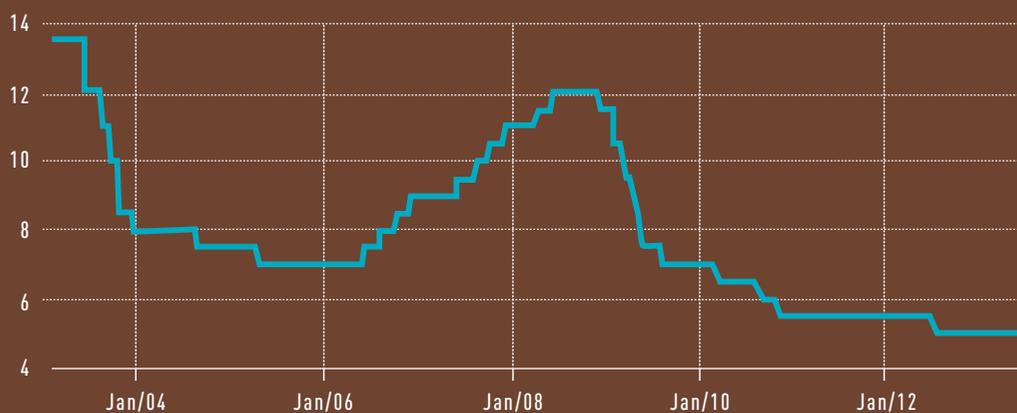
Quand on évoque le taux d'intérêt d'un pays, on veut parler du taux directeur, appelé également « repo rate » ou « repurchase rate ». Ce taux de base est celui auquel les banques privées empruntent à la banque centrale.

Fixé par cette dernière, il influence les taux d'intérêt que les banques facturent à leurs propres clients, pour par exemple les emprunts hypothécaires, les crédits professionnels et à la consommation et les produits d'épargne.

La SARB a baissé son taux directeur de 50 points de base en juillet 2012, ce qui l'a conduit à 5 %, son niveau le plus bas depuis plus de 40 ans. Cette nouvelle mesure d'assouplissement monétaire a pour vocation de soutenir la reprise économique en stimulant les investissements grâce à des taux d'intérêt avantageux. Le repo rate sud-africain devrait rester inchangé en 2013.



TAUX DIRECTEUR SUD-AFRICAIN



Source : www.tradingeconomics.com / South Africa Reserve Bank (2013)



2.1.3 Taux de change

Le rand sud-africain (ZAR) est la monnaie officielle du pays depuis 1961, année du retrait du pays du Commonwealth et de la fondation de la République d'Afrique du Sud. Il remplace la livre sud-africaine.

Conformément aux souhaits des autorités du pays, le rand a affiché dans un premier temps une valeur très forte, au-dessus du dollar américain jusqu'en 1982. La soutenabilité de cette politique s'est cependant épuisée et le rand n'a cessé de se déprécier ou de se voir dévalué. Cette chute rentre dans le contexte de l'apartheid et des sanctions économiques dont l'Afrique du Sud a fait l'objet de la part des pays occidentaux. La situation se détériore encore davantage en 1991 avec l'incerti-

tude politique inhérente à l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela, premier président sud-africain noir. Les déficits courants et une inflation forte ont fait perdurer sa dégringolade jusqu'en décembre 2001.

À partir de 2002, le rand recommence à s'apprécier sur le marché des changes, mais la crise des subprimes freine cet élan en 2006. Cette période a été défavorable aux devises exotiques, particulièrement à celles qui sont, comme le rand, sensibles aux cours des matières premières et des métaux précieux. On a pu observer que, structurellement, la valeur de change du rand est intimement corrélée à celle de l'or, dont l'Afrique du Sud est un fournisseur important.



TAUX DE CHANGE DU RAND (ZAR) AVEC L'EURO (EUR)

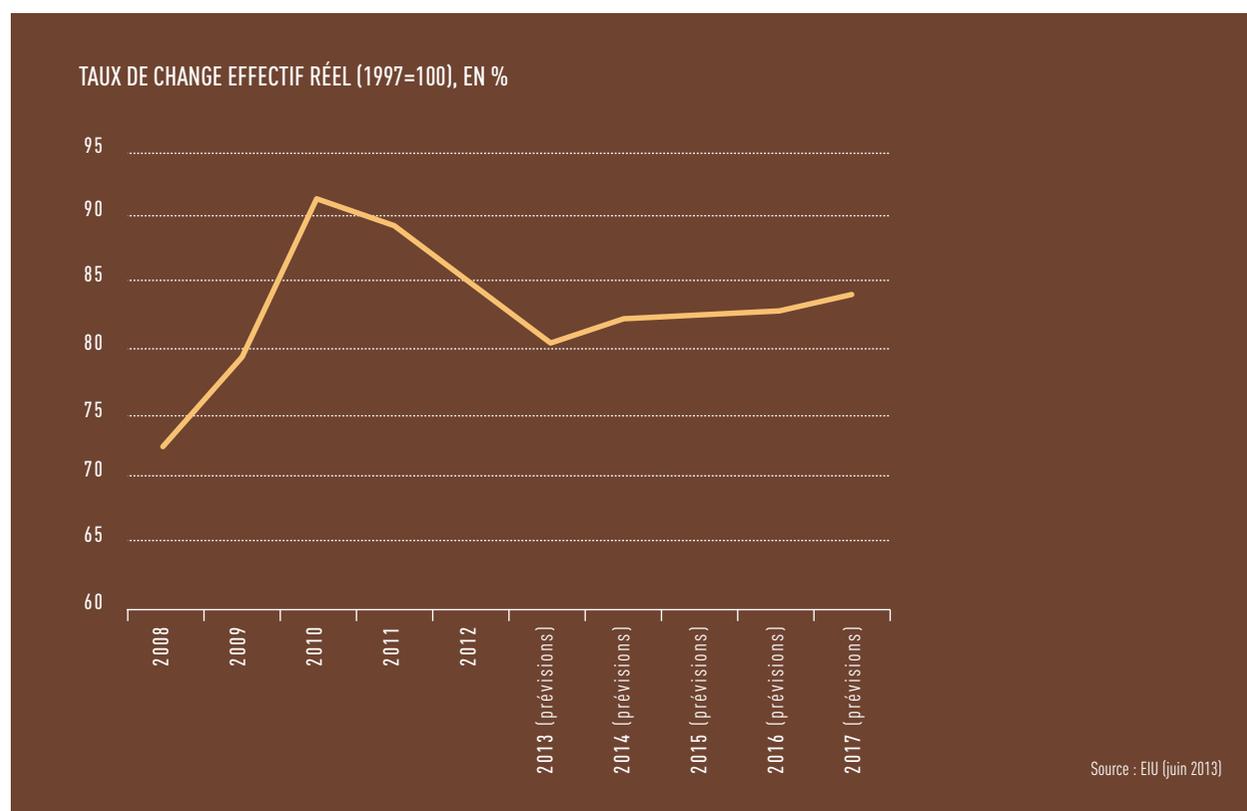


Source : Eurostat [juin 2013]

Alors qu'un euro s'échangeait contre 13,5 rands début 2009, il n'en valait plus que 9 deux ans plus tard, preuve de la bonne santé de la devise sud-africaine. Depuis 2011, le rand s'affaiblit, sous l'effet de la volatilité économique dans la zone euro, principal partenaire commercial de l'Afrique du Sud. Plus de 13 rands sont nécessaires à l'achat d'un EUR en juin 2013, un record depuis 4 ans. Cette tendance baissière persistante s'explique aussi par des facteurs internes au pays comme le déficit grandissant de la balance du compte courant, la croissance économique morose, la création d'emploi insuffisante (voir section 2.1.4 Emploi) et le climat social incertain.

En dehors du taux de change par rapport à l'euro, il peut paraître judicieux d'analyser le taux de change effectif réel du rand. Cette mesure est souvent un meilleur indicateur de la situation économique du pays. Celui-ci prend en compte l'indice des prix et pondère le taux de change nominal selon un panier de devises représentatives des exportations et importations. Il est de ce fait plus proche d'une estimation de la compétitivité prix.

L'évolution du taux de change effectif réel traduit une appréciation considérable de la monnaie sud-africaine entre 2008 et 2010, puis une dépréciation. Les prévisions montrent cependant une lente reprise dans les années à venir.



Le rand apparaît comme une monnaie de référence à l'échelle du continent africain. La stabilisation politique du pays et la transition du régime de l'apartheid vers une démocratie ont renforcé la devise vis-à-vis de celles des pays voisins. Suite à l'hyperinflation qui a ruiné le Zimbabwe dans les années 2000, le dollar zimbabwéen n'a plus cours. La population utilise à sa

place le dollar américain, mais également le rand sud-africain, preuve de sa crédibilité. Le rand est également en usage au Lesotho et au Swaziland, dans le cadre de l'union monétaire entre ces trois pays (Common Monetary Union).

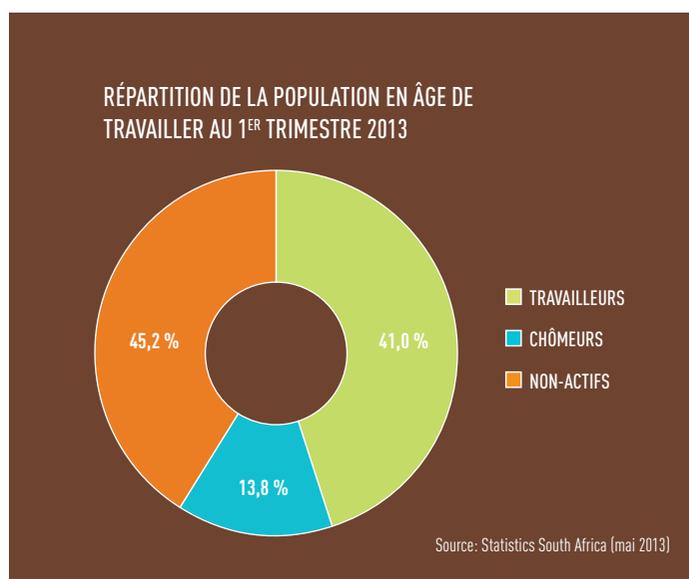
2.1.4 Emploi

L'emploi est l'un des défis majeurs du gouvernement sud-africain. Le chômage fait rage dans la première économie du continent. Le taux officiel atteignait 25,2% en mars 2013, suite à une nouvelle augmentation, de 0,35% par rapport à décembre 2012.

Si les derniers chiffres font état de 44.000 travailleurs supplémentaires au cours du premier trimestre 2013, on déplore en parallèle une croissance du nombre de chômeurs de 100.000.

En termes absolus, on a recensé une population de 33,2 millions de personnes en âge de travailler (15-64 ans) sur un total de 52 millions de Sud-Africains, se répartissant comme suit :

- ◆ 13,6 millions d'actifs occupés (travailleurs);
- ◆ 4,6 millions d'actifs sans emploi (chômeurs);
- ◆ 15 millions de non-actifs (dont 40,5% d'étudiants, 19,5% de personnes au foyer, 15,5% de chercheurs d'emploi découragés et 10,5% de malades ou infirmes).



MARCHÉ DU TRAVAIL (EN MILLIERS DE PERSONNES)

	4 ^e trimestre 2012		1 ^{er} trimestre 2013		Évolution
Population 15-64 ans	33.128		33.240		0,3%
Force de travail – Population active	18.078	54,6%	18.222	54,8%	0,8%
Population active occupée (travailleurs) :	13.577	41,0%	13.621	41,0%	0,3%
> Secteur formel (hors agricole)	9.611	29,0%	9.586	28,8%	-0,3%
> Secteur informel (hors agricole)	2.205	6,7%	2.192	6,6%	-0,6%
> Secteur agricole	685	2,1%	739	2,2%	7,9%
Particuliers	1.076	3,2%	1.105	3,3%	2,7%
Population active sans emploi (chômeurs)	4.501	13,6%	4.601	13,8%	2,2%
Non actifs	15.050	45,4%	15.017	45,2%	-0,2%
Taux de chômage		24,9%		25,2%	0,4%
Taux d'absorption		41,0%		41,0%	0,0%
Taux de participation à la force de travail		54,6%		54,8%	0,2%

Source: Statistics South Africa (mai 2013)

Les secteurs de l'agriculture et des services sociaux ont contribué à la création d'emplois, 54.000 et 44.000 respectivement, alors que ceux du commerce et de la construction ont perdu 66.000 et 41.000 postes.

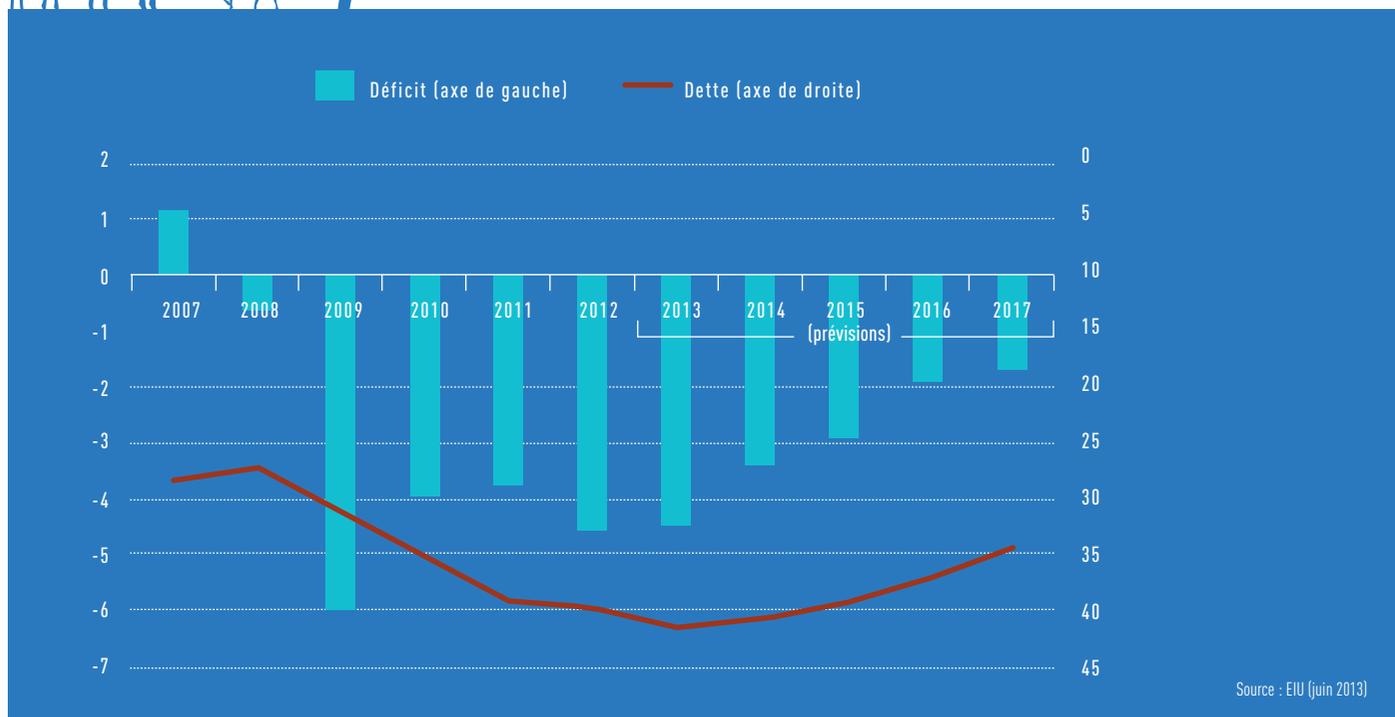
Le gouvernement sud-africain s'était engagé dans le National Development Plan à fournir 5 millions de nouveaux emplois d'ici 2020 et jusqu'à 11 millions d'ici 2030.

En avril 2013, il a par ailleurs signé un accord avec des partenaires sociaux pour s'attaquer au chômage de la jeunesse, tranche d'âge la

plus durement touchée par ce fléau. L'Union des travailleurs du secteur du vêtement et du textile de l'Afrique australe (SACTWU) a lancé entre autres un programme de développement de 25 millions de ZAR, pour soutenir l'emploi de 94.000 jeunes.

Les chômeurs âgés entre 15 et 34 ans représentent 70,7% des personnes sans emploi. L'indice NEET (Not in Employment, Education or Training) montre que 33,5% des 10,4 millions de jeunes sud-africains de 15 à 24 ans ne sont ni pourvus d'un travail, ni en cours de scolarité, ni en cours de formation.

2.1.5 Dette publique



La situation budgétaire s'est légèrement dégradée entre 2011 et 2012, le déficit public sud-africain augmentant de 3,7% à 4,6% du PIB. Selon les hypothèses de croissance sur lesquelles se base le budget 2013-2014, le déficit public devrait toutefois se résorber progressivement dès 2013.

Chaque fois qu'un déficit public est financé par un emprunt, la dette publique augmente. Celle-ci représente donc une accumulation de besoins de financement successifs. Elle prend le plus souvent la forme d'emprunt d'état et la capacité de remboursement de ces emprunts contractés est évaluée par les agences de notation financière.

La dette publique brute sud-africaine gagne du terrain depuis 2008. Elle atteignait 40% du PIB en 2012, ce qui reste raisonnable au vu du taux d'endettement des pays européens. Selon les prévisions de l'Economic Intelligence Unit, elle devrait diminuer à partir de 2014,

Une préoccupation majeure est la manière dont l'État sud-africain va financer l'augmentation inéluctable des dépenses publiques, suite au vaste plan de développement des infrastructures qui drainera 3.200 milliards de ZAR au cours de la prochaine décennie (voir section 3.2 Infrastructures). Côté recettes, un élargissement de l'assiette fiscale n'est pas à exclure. Le Président Zuma a annoncé la création d'une commission sur la fiscalité pour étudier la question. Le budget 2013-2014 veut ne pas trop peser sur la croissance. Par conséquent, seuls le tabac, l'alcool et le carburant verront leurs accises augmenter. En 2015, une taxe carbone, sur les émissions de CO₂, devrait être introduite.

2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR

Un pays engagé

L'ouverture commerciale de l'Afrique du Sud s'est développée rapidement dès la fin du régime de l'apartheid en 1994 et son adhésion à l'OMC dans la foulée, le 1er janvier 1995. Le pays est actif dans la défense des intérêts des pays émergents et en voie de développement, notamment au travers du G-20 dont il est le seul représentant africain. Il est également membre du groupe des pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP), signataire de la convention de Lomé et de l'accord de Cotonou.

L'opportunité BRICS

L'acronyme CIVETS a été imaginé en 2009 par Robert Ward de l'Economist Intelligence Unit et désigne un ensemble de pays présentant un profil similaire : une économie diversifiée et dynamique couplée à une population jeune et en croissance. Il regroupe la Colombie, l'Indonésie, le Vietnam, l'Égypte, la Turquie et l'Afrique du Sud.

Cette dernière s'est cependant ralliée fin 2010 à un autre groupe, celui des grandes économies émergentes, métamorphosant par la même occasion son nom de « BRIC » en « BRICS » (« S » pour South Africa). Depuis, une forte croissance des relations commerciales avec les autres pays BRICS a été enregistrée : elles sont passées de 11,6% avant l'intégration à 27%.

Le Ministre sud-africain du Commerce et de l'Industrie a affirmé, lors du 5e sommet BRICS à Durban en mars 2013, que les partenariats mis en place par l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie contribuaient considérablement au développement du commerce sur le continent africain.

Les pays BRICS ont l'avantage d'avoir une forte population, ce qui fournit un vaste marché intérieur pour leurs produits. Comparée à celle des quatre autres pays, la population sud-africaine est relativement peu élevée. Cependant, si on prend le continent dans son ensemble, on obtient une masse critique qui peut soutenir la nouvelle vague industrielle en Afrique. Ce point de vue souligne l'importance de réaliser l'intégration africaine afin de créer de solides blocs commerciaux sur le continent.

Les BRICS ont aussi comme ambition la création d'une nouvelle Banque de Développement qui devra mobiliser 4,5 milliards

d'USD sur cinq ans, pour des projets d'infrastructure et de développement durable servant leurs propres intérêts, mais aussi ceux d'autres économies émergentes et de pays en développement. Les dirigeants des cinq nations BRICS plaident pour une réforme des institutions politiques et monétaires existantes. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international, entre autres, ne reflètent pas selon eux les mutations en cours dans le monde, caractérisées par l'émergence de nouveaux grands acteurs.



«There is little doubt that there has been a tectonic shift in the drivers of global growth.

The emergence of countries such as Brazil, Russia, China and India has changed the epicentre of global economic activity. The BRICS share of global GDP has increased three-fold in the past 15 years, and this share is currently around 20 per cent in market terms, and is expected to rise to 45 per cent by 2030.»

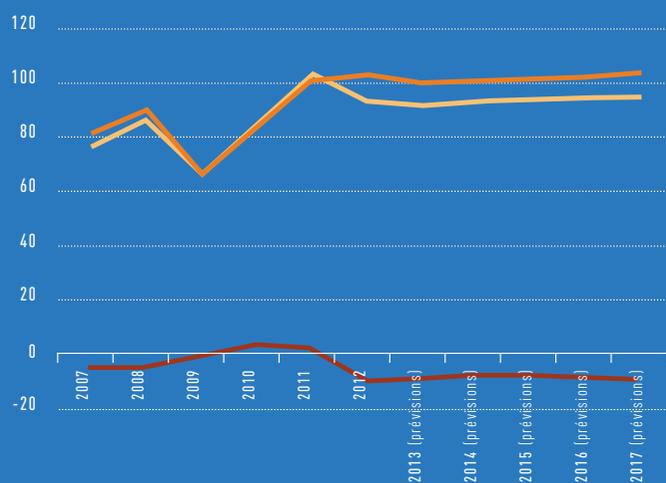
Gill Marcus, Gouverneur de la South African Reserve Bank (2013)

Une balance commerciale nulle

Depuis la crise économique mondiale de 2009, exportations et importations de marchandises ont évolué de manière similaire, de plus de 50%. En 2012, la valeur des importations a excédé celle des exportations, donnant une balance commerciale négative, avec un déficit de 9,1 milliards d'USD. Une stagnation est attendue pour les prochaines années.

FLUX DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE MARCHANDISES, EN MILLIARDS D'USD COURANTS

■ EXPORTATIONS ■ IMPORTATIONS ■ BALANCE COMMERCIALE



Source : EIU (septembre 2013)

Exportations

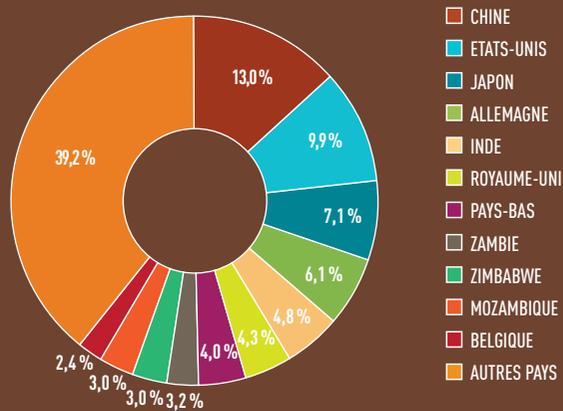
Les grands partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud sont la Chine, les États-Unis, le Japon et l'Union européenne. La Chine a conforté sa première place depuis l'adhésion de l'Afrique du Sud au BRICS. La Belgique occupe la 11e position (4e place européenne derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas), avec 2,4% des exportations sud-africaines à son actif.

Le carnet de ventes sud-africain est relativement peu diversifié et est axé sur quelques grands postes seulement, dont la part dans l'éventail des produits exportés a même progressé depuis le début

des années 2000. Celles des minerais et des métaux précieux sont passées respectivement de 14% à 25,7% et de 18% à 22,3%.

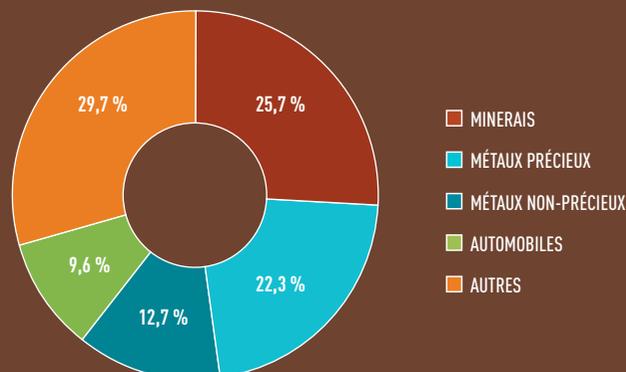
La crise qui a secoué l'industrie minière en 2012 (voir 3.1 Diamants) a pesé lourdement sur la balance commerciale, ce qui se comprend aisément quand on constate que les trois premiers types de biens exportés (minerais, métaux précieux et métaux non-précieux) sont issus de cette activité et totalisent plus de 60% des ventes.

EXPORTATIONS PAR PAYS (2012)



Source : Département du Commerce et de l'Industrie (2013)

EXPORTATIONS PAR TYPE DE MARCHANDISES (2012)



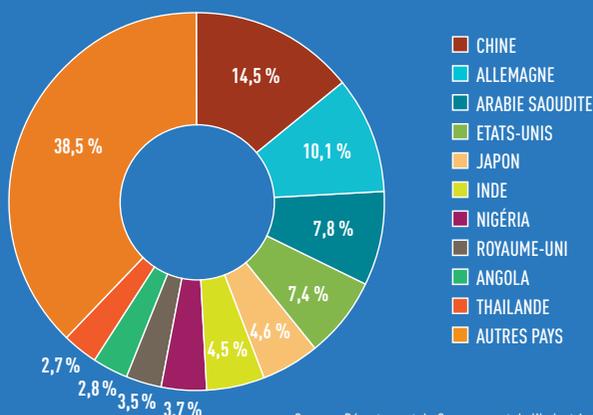
Source : Département du Commerce et de l'Industrie (2013)

Importations

Trônant à nouveau en pole position, la Chine est le principal fournisseur du pays, suivie par l'Allemagne et par l'Arabie Saoudite. La Belgique occupe la 20^e place du classement, nos marchandises représentant 1,1% des achats sud-africains.

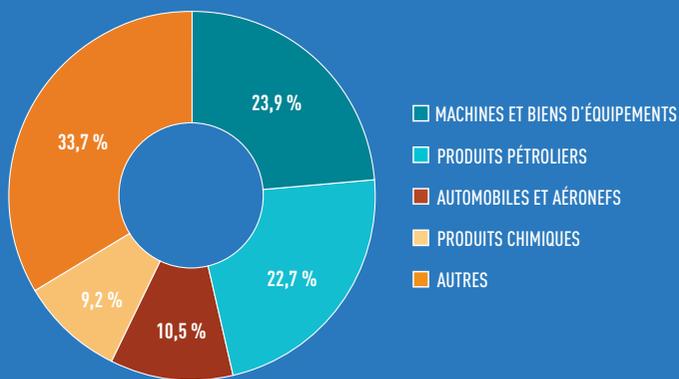
L'Afrique du Sud importe principalement des machines et biens d'équipements et des produits pétroliers. La part des hydrocarbures dans les importations est passée de moins de 15% début des années 2000 à 22,7% en 2012, ce qui illustre la grande dépendance du pays à l'or noir.

IMPORTATIONS PAR PAYS (2012)



Source : Département du Commerce et de l'Industrie (2013)

IMPORTATIONS PAR TYPES DE MARCHANDISES (2012)

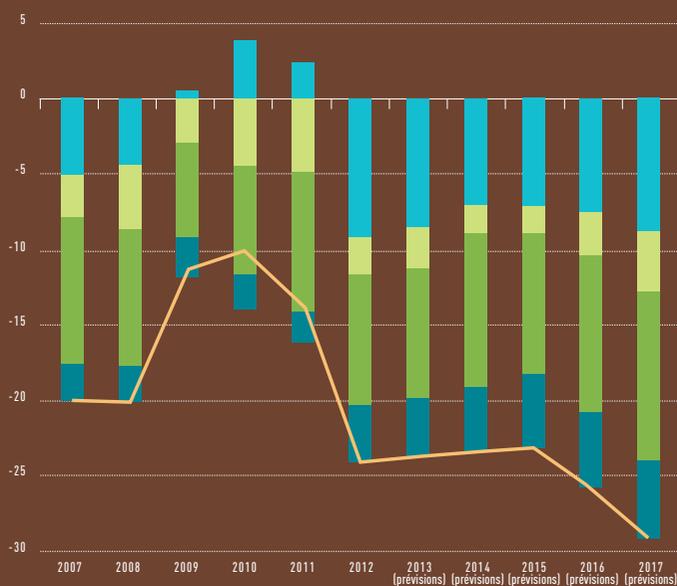


Source : Département du Commerce et de l'Industrie (2013)

Balance du compte courant

La balance du compte courant sud-africain, solde des flux monétaires du pays résultant des échanges internationaux de biens, de services, de transferts et de revenus, est largement déficitaire, et ce, au travers de tous ses composants. Seule la balance des biens a été légèrement positive de 2009 à 2011 avant de replonger dans le rouge.

CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTS COMPOSANTS DE LA BALANCE DU COMPTE COURANT, EN MILLIARDS D'USD À PRIX CONSTANTS



- BALANCE DES BIENS
- BALANCE DES SERVICES
- BALANCE DES REVENUS
- BALANCE DES TRANSFERTS
- BALANCE DU COMPTE COURANT

Source : EIU (septembre 2013)

L'Afrique du Sud prévoit de réviser sa politique commerciale, en abaissant les droits de douane sur les intrants de base et un relèvement des tarifs sur les produits finis dans l'optique d'améliorer la compétitivité de la production du pays.

Les termes de l'échange sud-africain, calculés comme le rapport de l'indice des prix à l'exportation et de l'indice des prix à l'importation, se sont considérablement améliorés après la crise mondiale. Cependant la tendance s'est inversée à partir de 2011 et les prévisionnistes n'augurent pas de redressement dans un avenir proche.

Le commerce extérieur de l'Afrique du Sud avec notre pays est analysé dans la note bilatérale « Les relations commerciales de la Belgique avec l'Afrique du Sud » publiée par l'Agence pour le Commerce extérieur.

TERMES DE L'ÉCHANGE (1990=100)

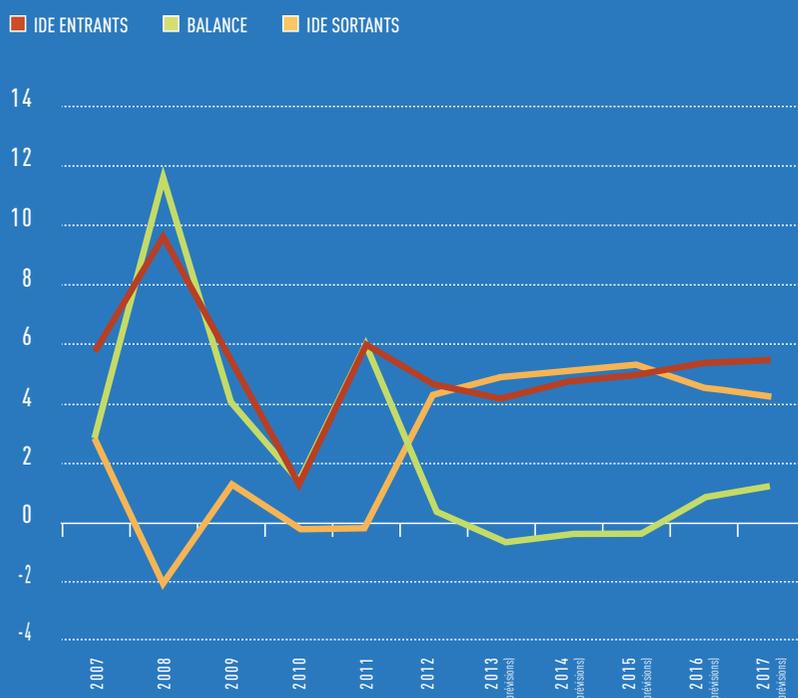


Source : EIU (septembre 2013)



2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS, EN MILLIARDS D'USD COURANTS



Source : EIU (septembre 2013)

On parle d'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'une entreprise acquiert au moins 10 % du capital d'une société étrangère dans le but d'y exercer un contrôle et d'influencer sa gestion. Ces opérations sont en général classifiées selon deux grands groupes : d'une part, les investissements dits « greenfield » qui visent à créer une entreprise de toutes pièces et, d'autre part, les acquisitions, qui ciblent la prise de contrôle d'une entreprise existante.

Économie de libre échange, l'Afrique du Sud motive les investisseurs étrangers, issus des secteurs privés et publics. Selon le rapport sur les investissements mondiaux 2012 de la CNUCED, l'attractivité potentielle pour les investissements en Afrique du Sud est forte. Sur le continent africain, le pays se place en deuxième position après le Nigéria en termes de flux entrants d'IDE. Il a fait son apparition dans la liste des économies les plus attirantes pour les compagnies transnationales, se situant à la 14^e place.

Les facteurs qui drainent les IDE vers le pays sont un système réglementaire transparent, une démographie importante, un accès aisé aux matières premières et une stabilité politique.

Après la crise financière mondiale qui a entraîné un repli des IDE, les flux sont repartis à la hausse en 2011. Les conflits sociaux qui ont éclaté suite aux grèves dans le secteur minier, premier en termes de volumes d'investissement, ont néanmoins érodé la confiance des investisseurs. Une remontée des IDE entrants est prévue dès 2014. En 2012, les IDE entrants en Afrique du Sud représentent toujours 9,1% du total africain.

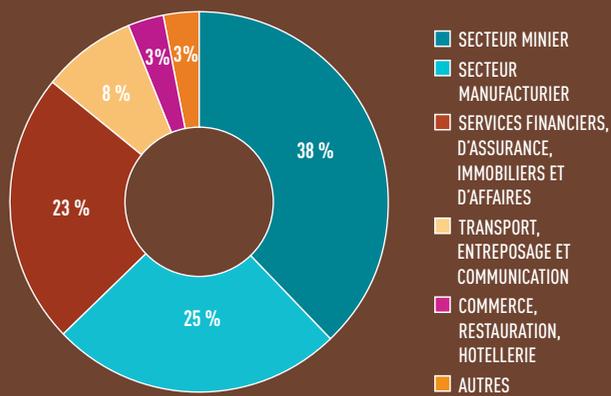
Ancien pays colonisateur, le Royaume-Uni compte pour la moitié de la masse d'IDE. Les compagnies britanniques basées en Afrique du Sud restent convaincues que le pays est une destination intéressante pour les investissements à long terme et ont encore quelques grands projets en réserve, de business process outsourcing (BPO), dans le secteur hôtelier ou dans le secteur des plastiques.



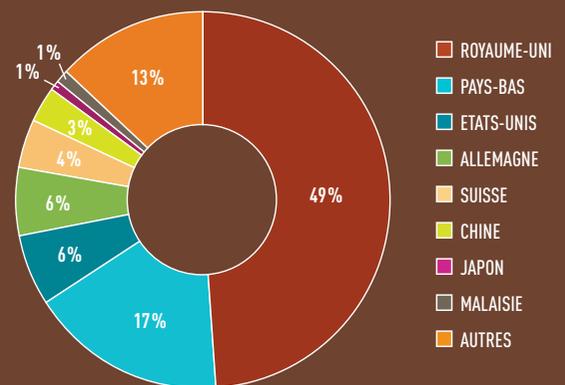
«Despite labour unrest over the past year, South Africa remained a prime investment location.»
Mildred Oliphant, Ministre du Travail (juin 2013)



RÉPARTITION SECTORIELLE DES IDE ENTRANTS EN 2011



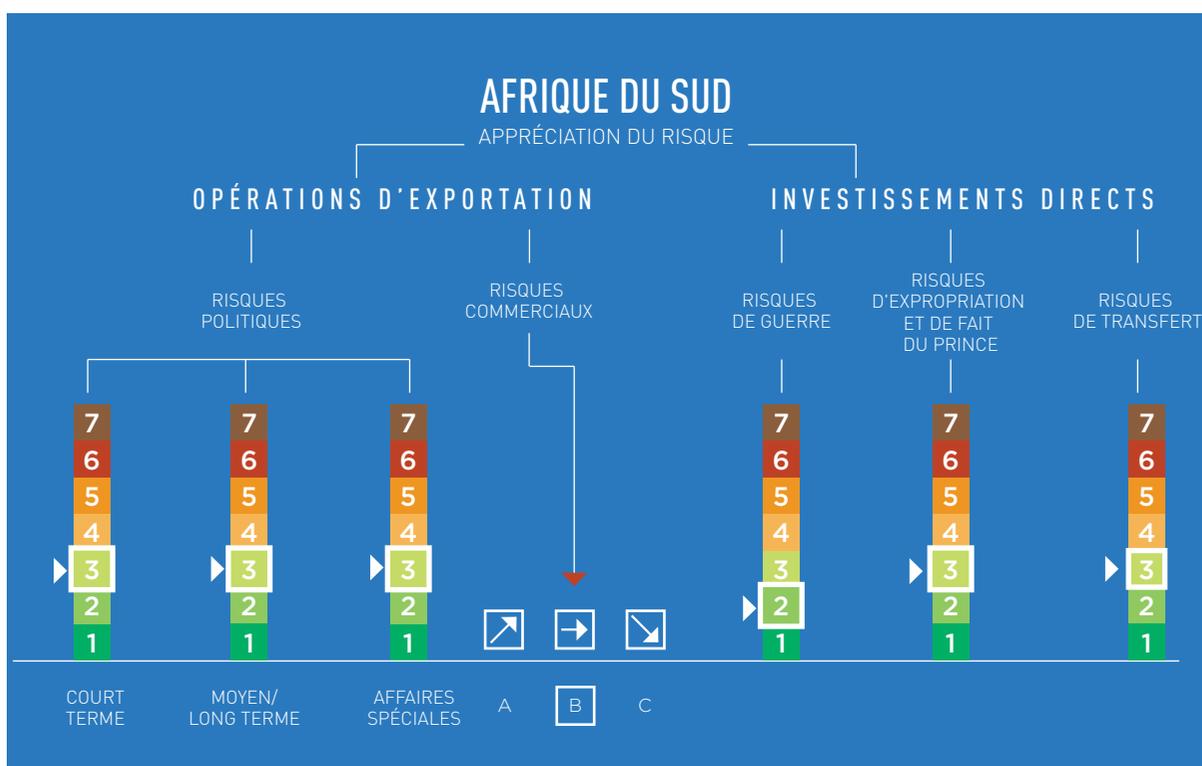
PAYS INVESTISSEURS (2011)



Source : South African Reserve Bank, Quarterly Bulletin (mars 2013)

2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE

2.4.1 Appréciation du risque selon l'Office National du Dueroire



L'Office National du Dueroire (ONDD), assureur-crédit public belge, assure les entreprises et les banques contre les risques politiques et commerciaux dans les relations commerciales internationales se rapportant surtout aux biens d'équipement, projets industriels, travaux et services aux entreprises. Il est également habilité à participer à ces mêmes risques au travers de conventions de partage de risques avec les banques. Dans le cadre de cette activité, l'ONDD établit un classement des pays selon le risque qu'ils représentent pour les investisseurs. Leurs conclusions pour l'Afrique du Sud sont bonnes tant sur le plan politique que sur le plan commercial.

Opérations d'exportation

Les risques politiques auxquels les investisseurs s'exposent en Afrique du Sud sont modérés. Ils sont de classe 3 à court

terme, comme à moyen et long terme. Le risque politique doit être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt, pour l'assuré ou pour le débiteur, un caractère de force majeure comme les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, ou les actes d'autorités publiques ayant le caractère de « fait du prince ».

Le risque commercial se situe en classe B, soit le risque moyen. Il s'agit du risque de carence du débiteur privé étranger, c'est-à-dire du risque que ce dernier soit incapable d'exécuter ses obligations ou qu'il s'y soustraie sans motif légal. Le risque commercial n'est pas déterminé uniquement par la situation propre au débiteur, mais également par des facteurs macroéconomiques systémiques qui influencent la capacité de paiement de l'ensemble des débiteurs d'un pays.

Tant pour les opérations d'exportation assorties d'une durée de crédit de court terme que pour celles faisant l'objet d'une durée de crédit moyen/long terme, l'ONDD peut offrir la couverture des risques politiques et commerciaux en « open account », c'est-à-dire sans qu'une garantie bancaire soit requise et sans autres conditions particulières. Les plafonds de couverture de l'ONDD pour ce pays ont été établis à 1.250 millions d'EUR pour le court terme et les affaires spéciales et à 1.250 millions d'EUR également pour le moyen/long terme et les investissements.

Conformément à l'arrangement conclu au sein de l'OCDE, le délai maximum de remboursement pour les transactions à moyen et long termes vers ce pays a été fixé à 10 ans. Les financements à caractère concessionnel sont exclus.

Investissements directs

L'ONDD assure les investissements dans ce pays contre le risque de guerre, le risque d'expropriation et de fait du prince et le risque de transfert lié au paiement des dividendes ou au rapatriement du capital. Ces risques peuvent être assurés séparément, mais aussi selon toutes les combinaisons possibles. Chaque demande est traitée au cas par cas sur base d'une analyse détaillée.

Le risque de guerre comprend à la fois le risque de conflit externe et le risque de violence politique interne. La violence politique interne comprend, à son tour, le cas extrême de guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques. L'Afrique du Sud obtient ici une très bonne cotation de 2 sur une échelle de 7.

Le risque d'expropriation et de fait du prince recouvre non seulement les risques d'expropriation et de rupture des engagements contractuels par l'autorité publique, mais aussi les risques liés au (dys-) fonctionnement de l'appareil juridique et le risque potentiel d'un changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers. L'Afrique du Sud obtient une note honorable de 3 sur une échelle de 7.

Le risque de transfert est le risque résultant d'un événement ou d'une décision des autorités étrangères empêchant le transfert du montant de la créance payée par le débiteur. Obtenant 3 sur 7, le pays se classe dans la catégorie des risques modérés.

De plus amples informations sont disponibles sur www.ondd.be.

2.4.2 Autres indicateurs de risque

De nombreuses institutions évaluent le risque de conclure des affaires dans un pays. Nous ne reprenons ici qu'une sélection des plus connues.

- ◆ Selon le Global Competitiveness Report 2012-2013 du World Economic Forum, l'Afrique du Sud décroche la 52^e place sur 144 pays classés en fonction de leur compétitivité, derrière le Kazakhstan, mais devant le Mexique. Cela représente une chute de deux rangs par rapport au précédent rapport, mais elle reste le pays d'Afrique subsaharienne le mieux positionné et le 3^e pays BRICS après la Chine et Brésil.

L'Afrique du Sud obtient de très bons scores sur la qualité de ses institutions et surtout sur le développement de son marché financier, où elle se classe au 3^e rang mondial.

Les facteurs les plus problématiques pour mener des affaires sont la pénurie de travailleurs qualifiés (cité par 19,7 % des participants à l'enquête), les réglementations de travail trop restrictives (18,5 %) ainsi que la bureaucratie inefficace (16,4 %).

- ◆ Le pays est 63^e sur 132 en ce qui concerne la facilité de faire du commerce par le Global Enabling Trade Report 2012 du World Economic Forum. Cela représente un gain de 9 places par rapport au précédent classement, établi en 2010. Le rapport souligne l'amélioration de la qualité des infrastructures de transport et des services logistiques sud-africains.

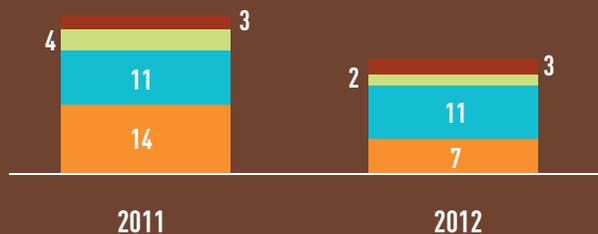
- ◆ L'OCDE estime le risque pays de l'Afrique du Sud à 3 sur une échelle de 7, soit un risque moyen.

- ◆ Suite aux tensions sociales et aux grèves du secteur minier, l'agence de notation financière Moody's a baissé la note de l'Afrique du Sud d'un cran, de A3 à Baa1, fin septembre 2012. Standard & Poor's lui a emboîté le pas en octobre, rétrogradant la sienne de BBB+ à BBB.

- ◆ Selon l'Index of Economic Freedom 2013 de la Fondation Heritage, l'Afrique du Sud se classe 74^e sur 177 avec un score de 61,8 (en légère diminution -0,9), soit dans la catégorie «moderately free».

- ◆ Enfin, selon l'indicateur Ease of Doing Business 2013 de la Banque mondiale, elle se classe au 39^e rang sur 185. L'Afrique du Sud est l'un des pays où il est le plus facile d'obtenir un crédit. C'est également le pays ayant enregistré les progrès les plus significatifs en matière de commerce international en réduisant le temps, le coût et le nombre de documents requis pour importer et exporter.

NOMBRE DE JOURS NÉCESSAIRES POUR IMPORTER



- TRANSPORT INTÉRIEUR
- DÉDOUANEMENT ET CONTRÔLE TECHNIQUE
- MANUTENTION AU PORT ET AU TERMINAL
- PRÉPARATION DES DOCUMENTS

Source : Doing Business (2013)



3

APPROCHE
SECTORIELLE

3.1 DIAMANTS

Des ressources minérales à profusion

L'Afrique du Sud est dotée d'un sous-sol riche en ressources minérales. Le pays est l'un des plus grands producteurs et exportateurs d'or, de platine et de chrome et se classe 7^e pour les diamants. Il détient également 60% des réserves mondiales de charbon. On y trouve aussi de l'uranium, du fer, du cuivre, du nickel et de la houille.

Un secteur minier sous tension

Le secteur minier a connu en 2012 des grèves à répétition en Afrique du Sud. Le débrayage des mineurs de Marikana s'est soldé par une répression sanglante de la police, causant 34 morts le 16 août 2012. Cet incident tragique a été l'étincelle d'une crise sociale qui a secoué le pays.

Les travailleurs ont multiplié les actions de protestation. Le mouvement s'est en effet ensuite propagé vers d'autres mines, mais également vers les secteurs du transport (principalement les chauffeurs routiers) et de l'agriculture. Les revendications sont essentiellement salariales, avec des inégalités flagrantes en toile de fond et un chômage avoisinant les 25%.

Le ralentissement de l'activité de l'industrie minière s'est fait ressentir. La production a baissé de 3,3%. La facture s'élève selon le ministère sud-africain de l'Économie à 10 milliards de ZAR (800 millions d'EUR) et a ralenti la croissance à raison de 0,5 point. Les hausses de salaire concédées pèsent à présent sur la compétitivité du pays et attisent l'inflation, qui a flirté début 2013 avec le plafond de 6% fixé par la banque centrale sud-africaine.

L'industrie extractive continue d'opérer en deçà de son potentiel. Le manque de progrès technologique est pointé du doigt, ainsi que les incertitudes sur le plan politique. Ces dernières sont partiellement levées, la nationalisation des mines n'étant plus au programme du gouvernement. Une nouvelle législation accordant des prérogatives supplémentaires au Ministre des Ressources minières et une augmentation des taxes sur les activités minières sont cependant prévues.



Le diamant, un joyau convoité

La production mondiale de diamants s'élevait à 123 millions de carats (1 carat= 0,2 g) en 2011 et ne se concentre que sur quelques pays. Plus de la moitié sont extraits d'Afrique centrale et australe et le reste provient de Russie, du Canada ou d'Australie. La quan-

tité subit une baisse constante, qui se chiffrait à 3,4% entre 2010 et 2011 et qui s'explique notamment par l'épuisement de certains sites miniers. 70% des diamants récoltés sont de qualité précieuse et destinés à la joaillerie. Ils représentent 95% de la valeur totale des diamants naturels. Les autres serviront aux applications industrielles.

PRODUCTION MONDIALE DE DIAMANTS, EN CARATS

	2011		2010		Évolution
	Volume	Part	Volume	Part	
Russie	35.189.800	28,6%	34.856.600	27,2%	1,0%
Botswana	22.904.553	18,6%	22.018.000	17,2%	4,0%
République Démocratique du Congo	19.249.553	15,7%	22.166.220	17,3%	-13,2%
Canada	10.795.259	8,8%	11.804.095	9,2%	-8,5%
Zimbabwe	8.502.648	6,9%	8.435.224	6,6%	0,8%
Angola	8.328.518	6,8%	8.362.139	6,5%	-0,4%
Afrique du Sud	8.205.399	6,7%	8.862.912	6,9%	-7,4%
Australie	7.829.805	6,4%	9.976.154	7,8%	-21,5%
Namibie	1.255.815	1,0%	1.692.579	1,3%	-25,8%
Autres pays	567.463	0,5%	143.539	0,1%	
Total	122.828.813		128.317.462		-3,4%

Source : Kimberley Process Certification Scheme

PRODUCTION MONDIALE DE DIAMANTS, EN USD

	2011		2010		Évolution
	Valeur	Part	Valeur	Part	
Botswana	3.902.115.905	27,7%	2.586.396.620	22,7%	51%
Russie	2.674.713.800	19,0%	2.382.290.100	20,9%	12%
Canada	2.550.875.199	18,1%	2.305.388.015	20,2%	11%
Afrique du Sud	1.388.679.077	9,9%	1.194.279.170	10,5%	16%
Angola	1.162.625.478	8,3%	976.318.205	8,6%	19%
Autres pays	2.386.237.607	17,0%	1.948.275.114	17,1%	22%
Total	14.065.247.065		11.392.947.223		23%

Source : Kimberley Process Certification Scheme

La valeur globale des diamants bruts extraits en 2011 atteint 14 milliards d'USD, soit 23% de plus que l'année précédente. Cela correspond à un prix moyen de 114,5 USD par carat, soit une augmentation vertigineuse de 29% en un an.

La demande de diamants excède largement l'offre et augmenterait de 6% par an jusqu'en 2020, selon une étude du cabinet Bain & Company pour l'AWDC (Antwerp World Diamond Center) menée en 2012. Les marchés de la joaillerie et des produits de luxe comptent les États-Unis parmi leurs clients les plus friands. Ils sont suivis par l'Inde et par la Chine, grâce au doublement attendu des effectifs de leur classe moyenne d'ici 2020.

Bain & Company prévoit que la production annuelle va approcher les 175 millions de carats en 2020 et dépasser le pic observé en 2007 avant la crise. L'offre, quant à elle, ne devrait croître que de 2,8% par an, ce qui conduira à une pénurie structurelle. Les grandes mines diamantifères pourraient atteindre une production maximale autour de 2030, on parle du « diamond peak ». Les chaînes de distribution vont devoir reconsidérer leurs stratégies d'approvisionnement en diamants en conséquence.

L'Afrique du Sud, un acteur de poids

L'Afrique du Sud est le 7^e producteur de diamants au monde en volume (6,7%) et le 4^e en valeur (9,9%). L'industrie minière sud-africaine extrait chaque année plus de 8 millions de carats pour une valeur de 1,4 milliard d'USD en 2011. Conformément à la tendance globale, les volumes diminuent, mais les prix croissent.

Les zones diamantifères sud-africaines se situent autour de la ville de Kimberley, mais aussi dans le nord-est du pays et à l'ouest. Les sites d'exploitation se présentent sous des formes variées : mines à ciel ouvert, mines souterraines, exploitation alluvionnaire, gisements littoraux et marins.

Le géant sud-africain De Beers s'étend bien au-delà des frontières nationales et contrôle à lui seul la moitié de la production mondiale de diamants en valeur.

La Belgique joue également un rôle central dans le commerce de la gemme. 80% des diamants bruts passent sous la loupe des diamantaires anversoises. Des pierres précieuses et métaux précieux (essentiellement des diamants) pour une valeur de 399,2 millions d'EUR en 2011 et de 463,8 millions d'EUR en 2012 ont transité depuis l'Afrique du Sud vers la Belgique. Les relations commerciales entre l'industrie du diamant sud-africaine et l'AWDC sont intenses et qualifiées d'essentielles. Le Président Zuma et la Ministre des Ressources minières Susan Shabangu visitent régulièrement le centre belge.

Le processus de Kimberley

Le processus de Kimberley (Kimberley Process Certification Scheme ou KPCS) a eu un impact considérable sur la répression du commerce international de « diamants du sang », désignant les diamants puisés dans des zones de conflit, en Afrique pour la plupart.

Les réglementations prévoient que chaque exportation et importation de diamants doit être accompagnée d'un certificat du processus de Kimberley.

Un sommet de quatre jours s'est tenu à Kimberley en juin 2013 et a rassemblé des responsables gouvernementaux, des experts et des représentants de l'industrie du diamant autour du thème « dix années de lutte contre la circulation des diamants de conflits ». Les participants ont débattu de mesures pour réduire le commerce illégal de diamants de conflit et veiller au fonctionnement pacifique du processus dans les pays touchés.



« Il est reconnu que ce programme a réussi, sur toute la durée de son existence à ce jour, à réduire au minimum le commerce de diamants du sang. »

Susan Shabangu, Ministre des Ressources minières (juin 2013)

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES :

- > prospection de nouvelles mines de diamants,
- > technologies d'extraction,
- > équipements pour mines,
- > réhabilitation de lignes de chemin de fer,
- > ...



3.2 INFRASTRUCTURES

De la Coupe du Monde 2010...

Le gouvernement sud-africain a investi plus de 660 millions d'USD dans la construction et la rénovation de dix stades pour la Coupe du Monde de football de 2010. 680 millions d'USD ont été dépensés dans la mise à niveau des aéroports du pays et 460 millions d'USD dans les infrastructures routières et ferroviaires. L'aéroport international de Johannesburg peut dorénavant accueillir 28 millions de passagers par an, et le pays dispose d'une ligne ferroviaire à grande vitesse qui relie Johannesburg à Prétoria. L'infrastructure hôtelière a également bénéficié d'investissements massifs, avec la construction de plusieurs lieux d'hébergement, dont 30 hôtels rien qu'à Johannesburg. Selon les dernières estimations, tous ces projets ont permis de créer 159.000 emplois et généré 400 millions d'USD de dépenses des touristes amateurs du ballon rond.

... au National Infrastructure Plan de 2012

Malgré ce chantier pharaonique, les infrastructures sud-africaines doivent encore se développer. En réponse au taux de chômage très élevé et aux prévisions économiques moroses, le gouvernement sud-africain a choisi de lancer en février 2012 un vaste plan d'investissement.

Le « National Infrastructure Plan » a identifié 654 projets, qu'il a répartis en 18 projets stratégiques intégrés (SIP ou Strategic Infrastructure Projects) : développement de corridors miniers et industriels, modernisation des hôpitaux, développement de plateformes logistiques et industrielles, déploiement de réseaux de fibres optiques, construction d'écoles et d'universités, projet d'intégration régionale... L'idée d'un TGV entre Johannesburg et Durban est également évoquée pour le plus long terme.

Le pilotage de ce master plan est confié à la commission présidentielle de coordination des infrastructures (Presidential Infrastructure Coordinating Commission – PICC). Une cartographie du pays, aux niveaux national, provincial et local, a été réalisée afin d'évaluer la situation courante en matière d'infrastructure existante et de déterminer les besoins et les opportunités.

Stimuler la croissance et l'emploi en investissant dans l'énergie, le logement, les transports, l'éducation et l'eau est le leitmotiv de l'opération. Selon le Ministre des Finances sud-africain, Pravin Gordhan, le projet est « ambitieux, mais pas ingérable ». Il concerne pas moins 3.200 milliards de ZAR (ou 250 milliards d'EUR environ) et s'exécutera sur 9 ans. Les investissements seront cofinancés par des institutions publiques de développement et par le secteur privé.



«We are integrating and phasing investment plans across 18 Strategic Infrastructure Projects (SIPs) which have five core functions: to unlock opportunity, transform the economic landscape, create new jobs, strengthen the delivery of basic services and support the integration of African economies.»

Kgalema Motlanthe, Deputy President of the Republic of South Africa (2012)



Les transports d'abord

Le gouvernement a annoncé qu'il investirait 827 milliards de ZAR (soit 65 milliards d'EUR) à partir du budget 2013 sur les trois prochaines années pour la modernisation des infrastructures.

Eskom, la compagnie publique générant 95% de l'électricité sud-africaine, s'est lancée dans l'érection des centrales électriques de Medupi et Kusile pour un montant de 205 milliards de ZAR. Le renforcement du réseau électrique est qualifié de prioritaire.

La firme de services de télécommunications Broadband Infraco a investi dans un câble sous-marin international, le Western Africa Cable System. Cette initiative va permettre une liaison entre l'Afrique du Sud et le continent européen et fournir au pays la possibilité d'une infrastructure haut débit pour des projets nationaux, comme le lancement du radiotélescope Square Kilometer Array.

OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE SUR LES 7 PROCHAINES ANNÉES GRÂCE AU MARKET DEMAND STRATEGY

		2011 -2012	2018 -2019	Croissance
Catalyseurs	Capital investi (en milliards de ZAR) sur les 7 dernières années	118	300	154%
	Employés Transnet (en milliers d'ETP)	59	74	25%
Volumes	Exportation de charbon par TFR (en millions de tonnes)	68	98	44%
	Exportations de minerai de fer par TFR (en millions de tonnes)	53	83	57%
	TFR GFB (en milliers de tonnes)	80	170	113%
	Containers maritimes (en milliers d'EVP)	4.344	7.646	76%
Finances	Recettes (en milliards de ZAR)	46	128	178%
	EBITDA (en milliards de ZAR)	19	68	258%
	Cashflows des activités d'exploitation (en milliards de ZAR)	16	51	219%

TFR: Transport Freight Rail
GFB: General Freight Business
EVP (équivalent 20 pieds): unité de mesure de containers

Source : Transnet Market Demand Strategy (avril 2012)

Le groupe public de transport et de logistique Transnet a annoncé un programme d'investissement sans précédent de 300 milliards de ZAR (23 milliards d'EUR) sur 7 ans, intitulé «Market Demand Strategy». 588.000 emplois, directs ou indirects, pourraient voir le jour

Son objectif est la réorganisation et le développement de ses infrastructures et équipements portuaires, ferroviaires et pétroliers. L'insuffisance du réseau ferroviaire et l'engorgement des ports sud-africains créent des goulots d'étranglement, régulièrement pointés du doigt par les exportateurs de matières premières minérales, qui ne peuvent pas répondre à la demande mondiale de manière optimale.

Les projets ferroviaires absorberont 205 milliards de ZAR, soit deux tiers de l'enveloppe, et permettront d'acheminer 350 millions de tonnes de fret par an d'ici 2019, contre 200 millions aujourd'hui, selon Transnet. Les transferts de la route vers le rail qui vont logiquement s'en suivre vont réduire la congestion, les émissions de CO₂, mais surtout les coûts. Transnet compte porter sa filiale Transnet Freight Rail (TFR) à la cinquième place mondiale du fret ferroviaire.

Sur le plan maritime, les containers évitent de plus en plus fréquemment le canal de Suez pour des raisons de sécurité. En conséquence les ports sud-africains voient leur trafic augmenter de façon exponentielle. Six d'entre eux sont actuellement en phase d'extension. L'ambition est de presque doubler la capacité portuaire du pays. Les relations entre les ports belges et ceux du Cap, de Richard Bay et de Port Elisabeth sont intenses.



«In South Africa, joblessness is still unacceptably high even with recent growth in jobs numbers. Global economic prospects remain fragile. In response, the Government of the Republic of South Africa has taken a bold decision. We have chosen a path of counter-cyclical spending driven by catalytic infrastructure investment.»

President Zuma, discours annuel, 9 février 2012

«South Africa needs to invest in a strong network of economic infrastructure designed to support the country's medium-and long-term economic and social objectives.»

Extrait du National Development Plan (2012)

En mars 2013, la compagnie sud-africaine a signé un accord de coopération avec une autre entité publique appartenant au groupe des BRICS, la banque chinoise de développement (China Development Bank ou CDB) pour un prêt de 5 milliards d'USD sur 5 ans. Il porte sur la modernisation des installations portuaires et ferroviaires, sur la fabrication locale des équipements, mais aussi sur des initiatives de recherche et développement et la fabrication, le commerce et la construction d'infrastructures transfrontalières à travers le continent africain. Deux tiers des fonds nécessaires seraient fournis par des ressources internes alors que le solde devra être mobilisé sur les marchés de capitaux internationaux. Transnet a déjà confié quelques contrats de fabrication d'équipements à General Electric (États-Unis), à Kalmar (Finlande) et China South Railways (Chine).

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES :

- > services de support,
- > ingénierie civile,
- > gestion de réseaux,
- > construction de complexes hôteliers,
- > équipements de télécommunications,
- > systèmes électriques, équipements ferroviaires et portuaires, dragage,
- > ...

3.3 ÉNERGIES RENOUVELABLES

De la dépendance au charbon...

L'Afrique du Sud prend à son compte 40% de la production énergétique africaine. L'entreprise publique Eskom génère 95% de l'électricité du pays et même deux tiers de l'électricité du continent.

L'Afrique du Sud est le 7^e producteur de charbon au monde, grâce à des réserves abondantes estimées à 30,2 milliards de tonnes. Elle en génère pas moins de 94% de son électricité, selon l'International Energy Agency. Le pays profite dès lors d'une des électricités les moins chères du monde. 70% du charbon consommé est utilisé pour la génération d'électricité et le reste est surtout destiné à alimenter ses voitures et ses avions, par l'intermédiaire de Sasol, le premier producteur de fuel de moteur de charbon. L'Afrique du Sud est donc très dépendante des énergies fossiles. Son système énergétique est toutefois désuet et peu fiable.

Le pays est par conséquent le 10^e plus gros émetteur de dioxyde de carbone. Il diminue peu à peu sa pollution en diversifiant ses sources d'énergie (nucléaire et renouvelables) et en améliorant son efficacité. Le gouvernement parle de l'instauration d'une taxe carbone pour janvier 2015.

L'Afrique du Sud a aussi besoin d'électricité. La consommation nationale a augmenté d'environ 20% au cours de la dernière décennie. Malgré le taux d'électrification le plus élevé d'Afrique australe avec ses 75%, seuls 55% de la population rurale bénéficie d'un accès à l'électricité, contre 88% des citadins. Après des années de sous-investissement, le pays doit accroître sa capacité de production pour répondre à cette demande croissante.

Le gouvernement espère presque doubler sa capacité installée pour atteindre 85 GW d'ici 2030. Alors qu'une dizaine d'années sont nécessaires pour construire une nouvelle centrale au charbon, deux années peuvent suffire pour mettre sur pied une infrastructure éolienne ou solaire.

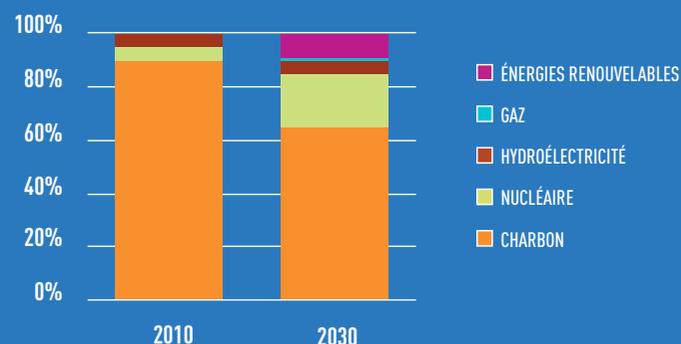
... vers une révolution verte

Dans le « Livre blanc sur l'énergie » (1998), le gouvernement sud-africain expose des mesures sociales, telles que l'accès à l'électricité pour tous. Les énergies renouvelables sont pointées comme un moyen de sécuriser l'approvisionnement des habitations éloignées du réseau électrique. Le document précise que le pays doit augmenter sa capacité de production pour répondre aux besoins actuels, mais également assurer le développement des ressources alternatives pour parvenir à un bouquet énergétique durable, à long terme.

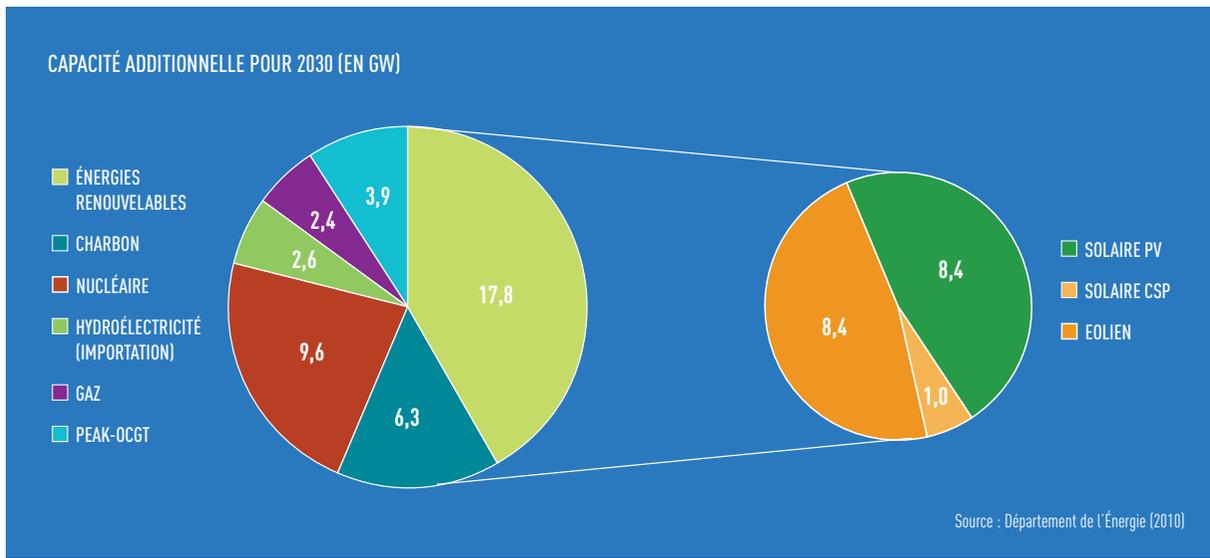
Suite au Sommet mondial sur le Développement durable qui s'est déroulé à Johannesburg en 2002, le ministère de l'Énergie a renforcé les relations internationales grâce à des partenariats, comme le Global Village Energy Partnership et le Renewable-energy and Energy-Efficiency Partnership.

En novembre 2003, le gouvernement a publié le « Livre blanc sur les énergies renouvelables » qui fixe un objectif de 10.000 GWh d'électricité qui doivent être produits à partir de sources d'énergies renouvelables d'ici 2013, soit 4% de la capacité de production totale d'électricité du pays. D'après le « Renewables 2013 Global Status Report », le compte n'affichait en 2011 que 2,2%.

MIX ÉNERGÉTIQUE DE PRODUCTION SUD-AFRICAINE



Source : Département de l'Énergie (2013)



Le sommet sur les énergies renouvelables de Prétoria en 2009 a souligné la lenteur dans la mise en œuvre des projets d'énergie renouvelables et les risques pour l'économie sud-africaine de concentrer ses investissements dans la production d'énergie thermique.

Plusieurs documents et programmes nationaux et provinciaux ont ainsi été mis en place pour soutenir le développement des énergies alternatives. Le régulateur national de l'énergie (NERSA) a par exemple adopté le 27 mars 2009 une série de tarifs préférentiels pour le rachat de l'électricité issue de sources d'énergies vertes (éolien, hydroélectricité, gaz d'enfouissement et centrale solaire). Ce mécanisme installe l'achat d'électricité auprès de producteurs d'énergie renouvelables qualifiés à des prix prédéterminés.

L'Afrique du Sud, qui a accueilli le sommet climat des Nations Unies en 2011 à Durban, s'est engagée à réduire ses émissions carbone de 42% d'ici 2025. Elle a investi en 2012 pas moins de 5,5 milliards d'USD dans les énergies renouvelables (contre quelques dizaines de millions en 2011), ce qui confère au pays le taux d'accroissement le plus élevé au monde. Ce constat flatteur a poussé certains à le qualifier de marché de l'énergie verte le plus attractif du moment. À côté des marchés européens frappés par la crise qui coupent les subsides pour l'énergie alternative, l'Afrique du Sud apparaît comme une destination inespérée pour cette industrie.

L'objectif est d'augmenter la capacité de production de 17,8 GW pour les énergies renouvelables d'ici 2030, soit 42% des nouvelles capacités à raison 8,4 GW pour l'éolien, 8,4 GW pour le solaire PV (photovoltaïque) et 1 GW pour le solaire CSP (Concentrating Solar Power). Leur part dans le mix énergétique total atteindrait 9%.

Énergie solaire

Le pays connaît en moyenne 2.500 heures d'ensoleillement par an et une radiation quotidienne variant entre 4,5 et 6,5 kWh/m². Elle est l'une des plus élevées au monde, le rayonnement global annuel moyen étant estimé à 220 W/m² pour 150 W/m² aux États-Unis et 100W/m² en Europe. La province de Northern Cape est considérée comme ayant l'un des plus hauts potentiels de la planète, avec un niveau d'environ 2.900 kWh/m².

L'énergie solaire est utilisée selon deux modes principaux : les capteurs thermiques, qui la convertissent en chaleur, et les panneaux photovoltaïques, qui la transforment en électricité. Les projets prévoient la mise en place de trois types d'installations.

Tout d'abord, l'Etat encourage le recours aux chauffe-eau solaires (SWH, Solar Water Heater), qui, par rapport aux chauffe-eau électriques, présentent des avantages économiques et environnementaux, ainsi qu'une diminution de la

consommation d'énergie. Le ministère de l'Énergie vise une installation de 5,6 millions de chauffe-eau solaires d'ici à 2020, réduisant la demande d'électricité de 3.600 MW. En 2011 des dizaines de milliers d'exemplaires ont été distribués gratuitement dans les bidonvilles. Par cette action, financée par la Banque Africaine de Développement, Eskom a voulu alléger la pression sur le réseau et rendre l'énergie solaire plus populaire.

Ensuite, les centrales solaires thermodynamiques à concentration (CSP pour Concentrating Solar Power Plant) apparaissent comme un complément à l'électricité fournie par les centrales thermiques. Un vaste projet de 100 MW est prévu à Upington dans le désert du Kalahari. Eskom a bénéficié d'un prêt de 150 millions d'USD de la Banque mondiale pour sa construction.

Enfin, les panneaux solaires photovoltaïques de taille réduite (moins de 1 MW) sont utilisés pour des applications hors réseau (écoles, dispensaires, habitations privées...). La toute première grande centrale solaire photovoltaïque, d'une puissance totale de 1,2 MW, a vu le jour à Sunninghill, dans la banlieue de Johannesburg en novembre 2011. Google a annoncé en mai 2013 un investissement de 12 milliards d'USD dans une centrale photovoltaïque de 96 MW. Une fois sa construction achevée, l'installation « Jasper Power » va générer suffisamment d'énergie pour fournir 30.000 foyers sud-africains.

Énergie éolienne

Le potentiel éolien du pays est également élevé. Les vitesses moyennes du vent sont estimées entre 4m/s et 9m/s. Les ressources se concentrent surtout dans les trois provinces côtières du Cap, septentrionale, occidentale et orientale. Cette dernière dispose à elle seule d'une moyenne d'environ 125 W/m² d'énergie éolienne.

Financé par le programme de l'Organisation des Nations Unies pour le développement éolien local et par l'ambassade du Danemark, un atlas des vents, baptisé WASA (Wind Atlas for South Africa) a été dévoilé en mars 2012 et recense les principaux endroits propices à l'installation d'éoliennes.

La ferme éolienne pilote de Darling, construite en 2008 est la première centrale d'énergie renouvelable d'Afrique du Sud reliée au réseau national d'électricité. Ce parc éolien commercial, fruit de la collaboration entre des donateurs inter-

nationaux, des organismes gouvernementaux et des acteurs du secteur privé, démontre que l'énergie éolienne présente un potentiel. Ses quatre turbines produisent 7 GWh d'énergie verte par an.

Plus récemment, le groupe GDF Suez, en partenariat avec Investec et Kagiso Tiso Holdings, a annoncé en juin 2013 la finalisation d'un autre projet de parc éolien de 94 MW, le West Coast One, à 130 km au nord de la ville du Cap. Le consortium a remporté un appel d'offres en mai 2012 et a signé un plus tard un contrat d'achat d'électricité avec la compagnie nationale de distribution Eskom. L'exploitation commerciale devrait débuter mi-2015.



« Europe pursued renewables for political reasons such as climate change. They don't need electricity, they need to reduce carbon missions. South Africa needs electricity and it needs it now. »

Patrick Hailot, Ventusa Energy (Financial Times, mai 2013)

« Il y a un bon potentiel dans de vastes régions de l'Afrique du Sud. Il est totalement inexploité. »

Jens Carsten Hansen, spécialiste de l'éolien à l'Université technique du Danemark (2012)

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES :

- > services techniques,
- > construction de centrales électriques,
- > production indépendante d'électricité,
- > technologies vertes,
- > distribution d'énergie,
- > expertise en énergie solaire,
- > expertise en énergie éolienne,
- > ...



4

RÉUSSITES RÉCENTES

KS TECHNIQUES

SECTEUR : ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE

KST est une entreprise liégeoise fondée en 1982 à Battice par deux ingénieurs civils. Son métier d'origine est la conception de convertisseurs d'éclairage pour véhicules (trains, métros, tramways, autobus, autocars et bateaux). Mis au point par les ingénieurs du laboratoire d'électronique, les produits KST subissent des tests rigoureux chez KST même et dans des firmes externes indépendantes ou chez les clients. Leur qualité et leur fiabilité sont reconnues par de nombreuses homologations européennes, internationales et par des exploitants de réseaux nationaux.

Aujourd'hui, l'entreprise KST est structurée en trois départements : « Électronique et Éclairage », « Solutions UPS (Uninterruptible Power Supply) » pour des installations qualifiées de critiques comme les banques, les data centers ou les aéroports et, enfin, « Process Solution », qui propose des solutions globales, flexibles et innovantes.

KST s'est attelée au développement de son activité commerciale en Afrique du Sud. La première machine UPS Rotabloc® KPS-400-50 pour la South African Reserve Bank à Prétoria a été mise en service avec succès en décembre 2012. « La fonction principale de notre UPS est d'assurer une alimentation électrique fiable, afin de garantir la continuité des opérations bancaires », explique Jonathan Hubert, International Sales Manager. « En effet, une coupure de courant peut causer des préjudices financiers importants consécutifs à l'interruption des opérations critiques d'une banque. »

KST collabore avec d'autres sociétés locales pour la distribution de ses solutions UPS en Afrique du Sud. Elle a par ailleurs organisé en mai 2013, en partenariat avec la société Innovative Power Equipment, une exposition à Johannesburg, qui a rassemblé des ingénieurs de divers horizons de l'industrie électrique.

www.kstechniques.com



« La fonction principale de notre UPS est d'assurer une alimentation électrique fiable, afin de garantir la continuité des opérations bancaires. »

Jonathan Hubert, International Sales Manager (juin 2013)

WATERLEAU

SECTEUR : TRAITEMENT DES EAUX

Fondée en janvier 2000 à Herent par une poignée d'ingénieurs belges dotés d'une expérience dans le traitement des eaux, Waterleau fut rapidement reconnue et plébiscitée pour son savoir-faire. Le groupe propose des solutions et des services environnementaux à ses clients, aussi bien publics qu'industriels, issus des secteurs brassicole, alimentaire, chimique, pétrochimique, pharmaceutique...

Menant ses opérations depuis son siège à Herent, Waterleau se positionne aujourd'hui parmi le club des sociétés qui peuvent offrir une palette complète et variée d'installations dans les domaines du traitement de l'air, des eaux, des déchets et des énergies renouvelables. Elle signe des contrats dans le monde entier et ses exportations croissantes (74% de son chiffre d'affaires en 2011) lui ont valu de remporter « De Leeuw van de Export 2012 ».

Waterleau est très active en Afrique subsaharienne et y développe de nombreux projets industriels, particulièrement dans le domaine brassicole. L'importance stratégique de l'eau pour ce secteur a permis à Waterleau d'endosser un rôle de pionnier en matière de consommation, d'assainissement et de réutilisation rationnels de l'or bleu, de surcroît dans une zone du globe parmi les plus arides. Waterleau a déjà construit pas moins de 50 stations d'épuration sur le continent africain pour les groupes brassicoles Heineken, SAB Miller, Diageo, Castel et Carlsberg.

En Afrique du Sud, la brasserie Sedibeng a ouvert ses portes en 2010 près de Johannesburg. Issue d'un partenariat entre Heineken et Diageo, elle a une capacité de production annuelle de 4 millions d'hectolitres. Elle a choisi Waterleau comme WWTP (waste water treatment partner), ce qui a donné naissance à une intense collaboration entre les deux entités. Érigée à côté de la brasserie proprement dite, l'unité de traitement des eaux de brassage usées était conçue au départ pour traiter 3.000 m³ par jour. Victime du succès des boissons commercialisées par Sedibeng, elle a été dupliquée, portant sa capacité quotidienne à 6.000 m³ d'eau et à 18 tonnes de COD (carbone organique dissous).



« The cooperation with Waterleau assisted on optimization of the process earlier than expected, troubleshooting and advances the operation of the plant. This is simply achieved by direct communicating with friendly well experienced experts from Waterleau. I consider working together with Waterleau very valuable and beneficial for our organization. »

Msizi Mchunu, Sedibeng WWTP Operator (2010)

La technologie d'épuration des eaux usées LUCAS® développée par Waterleau présente de nombreux avantages, comme son coût modéré, sa compacité, sa durabilité ou encore sa flexibilité. Le biogaz issu du traitement anaérobie est utilisé comme combustible pour les chaudières de l'entité de production brassicole, remplaçant jusqu'à 15% de l'énergie fossile nécessaire à leur fonctionnement. Quant aux eaux purifiées, elles sont reversées dans la Klip, une des rares rivières de la région, soumises à des normes de qualité sévères.

www.waterleau.com

TRANSURB TECHNIRAIL

SECTEUR : TRANSPORT FERROVIAIRE

Transurb Technirail est un bureau d'études d'ingénierie et de management spécialisé dans le secteur ferroviaire et du transport urbain. Elle réunit les ressources humaines et les capacités technologiques de ses actionnaires: le Groupe B-Holding (B-Holding) et la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles (STIB) pour ce qui concerne les transports urbains.

La société bénéficie de 40 ans d'expérience et compte plus de 600 réalisations à son actif, dont certaines des plus prestigieuses, comme l'assistance technique pour le Tunnel sous la Manche ou le TGV entre Paris et Cologne.

Forte de sa renommée internationale, Transurb Technirail est une enseigne déjà bien connue en Afrique du Sud depuis quelques années pour des projets majeurs en matière de signalisation et de matériel roulant.

Plus récemment, en s'associant aux groupes sud-africains LDM et Crowie Holdings, Transurb Technirail a remporté la supervision du renouvellement de la signalisation, de la télécommunication et de l'énergie (STE) de la province sud-africaine Western Cape. Le consortium a été baptisé TLF Rail Solutions.

En effet, PRASA (Passenger Rail Agency of South Africa) a souligné la nécessité de moderniser l'infrastructure STE. L'agence s'est fixé deux objectifs : accroître la capacité du réseau et améliorer la sécurité et la fiabilité des services ferroviaires. Le projet à Western Cape s'étendra sur six ans et devra s'effectuer en période d'activité du réseau.

www.transurb.com



« Cette nouvelle réalisation démontre une nouvelle fois la confiance de nos clients envers notre société et notre capacité de s'entourer de partenaires de choix afin de proposer une formule compétitive et performante. »

Transurb Technirail News (novembre 2012)



5

ADRESSES
UTILES

5.1 EN BELGIQUE

AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS (AWEX)

Place Saintelette, 2

1080 Bruxelles

☎ +32 2 421 82 11

☎ +32 2 421 87 87

mail@awex.be

www.awex.be

BRUXELLES INVEST & EXPORT

Avenue Louise, 500, boîte 4

1050 Bruxelles

☎ +32 2 800 40 00

☎ +32 2 800 40 01

info@brusselsinvestexport.be

www.bruxellesinvestexport.be

FLANDERS INVESTMENT & TRADE (FIT)

Rue Gaucheret, 90

1030 Bruxelles

☎ +32 2 504 87 11

☎ +32 2 504 88 99

info@fitagency.be

www.flandersinvestmentandtrade.be

AMBASSADE D'AFRIQUE DU SUD EN BELGIQUE

Ambassadeur : S.E.M. Mxolisi NKOSI

Rue Montoyer 17-19

1000 Bruxelles

☎ +32 2 285 44 00

☎ +32 2 514 78 03

General enquiries : embassy@southafrica.be

Consular enquiries : brussels.consular@dirco.gov.za

www.southafrica.be

CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE BELGIQUE-LUXEMBOURG / AFRIQUE-CARAIËBES-PACIFIQUE (CBL-ACP)

Président : M. Guy Bultynck

Directeur : Mme Corine Courbet, Executive Manager

Rue Montoyer 24, boîte 5

1000 Bruxelles

☎ +32 2 512 99 50 / +32 2 512 81 58

☎ +32 2 512 28 29

cbl.acp@skynet.be

www.cblacp.eu

5.2 EN AFRIQUE DU SUD

AMBASSADE DE BELGIQUE À PRÉTORIA

Ambassadeur : S.E. Johan Maricou
 Leyds Street 625
 Muckleneuk
 0002 Prétoria
 ☎ +27 12 440 32 01 /
 + 27 82 853 5914 (uniquement en cas d'urgence)
 📠 +27 12 440 32 16
 pretoria@diplobel.fed.be
www.diplomatie.be/pretoria

CONSULAT JOHANNESBOURG

Consul : M. Johan Graux
 158 Jan Smits Building
 Walters avenue 9 – 3rd floor West Wing,
 Rosebank 2196, Johannesburg
 P.O. Box 3431, Parklands 2121
 ☎ +27 11 912 96 00 /
 +27 82 458 80 26 (uniquement en cas d'urgence)
 📠 +27 11 447 54 96
 johannesburg@diplobel.fed.be
www.diplomatie.be/johannesburg

CONSULAT LE CAP

Consul : M. Roger Vyghen
 1, Thibault Square (LG building) - 19th floor
 Thibault Square, Foreshore
 8001 Le Cap
 P.O. Box 2717
 ☎ +27 21 419 48 43 / +27 21 419 46 90 /
 +27 73 772 45 59 (uniquement en cas d'urgence)
 📠 +27 21 421 11 21
 capetown@diplobel.fed.be
www.diplomatie.be/capetown

CONSULAT HONORAIRE DURBAN

Consul honoraire : M. Marc Nazar
 11 Trematon Drive
 4001 Durban
 Postal suite 216, Private Bag X 504
 Northway 4065
 ☎ +27 31 312 99 87
 belcondbn@icon.co.za
 marcn@wbgroup.co.za

CHAMBRE DE COMMERCE DE BELGIQUE EN AFRIQUE DU SUD – BELGIAN CHAMBER OF COMMERCE FOR SOUTHERN AFRICA BCCSA

Président : Mme Ans Baeyens
Directeur : M. Patrick De Geest
 P.O. Box 596 Parklands
 2121 Johannesburg
 ☎ + 27 72 035 40 37
 📠 +27 86 574 21 02
 events@belgianchambersa.co.za
www.belgianchambersa.co.za

AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS (AWEX)

Attaché économique et commercial : AWEX et BIE :
 M. Jean-Pierre Muller
 Royal Consulate General of Belgium
 Fredman Towers (8è étage)
 13 Fredman Drive, Sandown
 Sandton 2196,
 Johannesburg
 ☎ +27 11 884 55 81
 📠 +27 11 884 17 71
 johannesburg@awex.org.za
www.awex.be

BRUSSELS INVEST & EXPORT

Brussels Invest & Export ne dispose pas d'attaché économique et commercial propre en Afrique du Sud. Les entreprises bruxelloises souhaitant un soutien en Afrique du Sud peuvent néanmoins s'adresser à l'attaché économique et commercial de l'AWEX, M. Jean-Pierre Muller.

FLANDERS INVESTMENT & TRADE

Attaché économique et commercial FIT : M. Marc Schiltz
 Royal Consulate General of Belgium
 Fredman Towers (8è étage)
 13 Fredman Drive
 Sandton 2196,
 Johannesburg
 ☎ +27 11 783 47 32
 📠 +27 11 783 47 37
 johannesburg@fitagency.com
www.flandersinvestmentandtrade.com

5.3 SITES À CONSULTER

Gouvernement sud-africain

www.gov.za

Département du Trésor

www.treasury.gov.za

Département de l'Agriculture, de la Forêt et de la Pêche

www.nda.agric.za

Département des Ressources minières

www.dmr.gov.za

Département des Entreprises publiques

www.dpe.gov.za

Département de l'Énergie

www.energy.gov.za

Département du Commerce et de l'Industrie

www.thedti.gov.za

Statistics South Africa

www.statssa.gov.za

Banque centrale d'Afrique du Sud (SARB)

www.resbank.co.za

Chambre sud-africaine de Commerce et d'Industrie

www.sacci.org.za



6

SOURCES

Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers

www.awex.be

Brussels Invest & Export

www.brussel-export.be

Flanders Investment and Trade

www.flanderstrade.be

S.P.F. Affaires Étrangères

www.diplomatie.be

Office National du Ducroire

www.ondd.be

Organisation mondiale du commerce

www.wto.org

Fonds monétaire international

www.fmi.org

Organisation de Coopération et de Développement économiques

www.oecd.org

Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement

www.unctad.org

World Economic Forum

www.weforum.org

Viewswire

www.viewswire.com

L'Echo

www.lecho.be

Wereldwijs

www.flandersinvestmentandtrade.com

Portail français du commerce extérieur

www.tresor.economie.gouv.fr

Planet Expert

www.planet-expert.com

Le Moniteur du Commerce international

www.lemoci.com

Le Monde

www.lemonde.fr

Les Echos

www.lesechos.fr

ActuFinance

www.forex.actufinance.fr

Diamants Info

www.diamants-infos.com

The Financial Times

www.ft.com

Global-rates.com

www.global-rates.com

This is Africa

www.thisafricaonline.com

African Economic Outlook

www.africaneconomicoutlook.org

Séminaire organisé par Friends of Europe :
«Africa's economic transformation: The role of natural resources» – Mardi 25 juin 2013



Agence pour le Commerce extérieur

Rue Montoyer, 3
1000 Bruxelles
☎ +32 2 206 35 11
www.abh-ace.be

**Agence wallonne à l'Exportation
et aux Investissements étrangers**

Place Saintelette, 2
1000 Bruxelles
☎ +32 2 421 82 11
www.awex.be

Bruxelles Invest & Export

Avenue Louise, 500, boîte 4
1050 Bruxelles
☎ +32 2 800 40 00
www.bruxellesinvestexport.be

Flanders Investment and Trade

Rue Gaucheret, 90
1030 Bruxelles
☎ +32 2 504 87 11
www.flandersinvestmentandtrade.be



Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce extérieur, ni ses partenaires (Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment and Trade) ne peuvent être tenus responsables d'erreurs, d'omissions et de déclarations mensongères. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

DATE DE PUBLICATION : SEPTEMBRE 2013

ÉDITEUR RESPONSABLE : MARC BOGAERTS

AUTEUR : NICOLAS PREILLON

GRAPHISME ET RÉALISATION : CIBLE COMMUNICATION
(www.cible.be)

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER CERTIFIÉ FSC

CETTE ÉTUDE EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE
INTERNET DE L'AGENCE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR
WWW.ABH-ACE.BE